

REGARDS CROISÉS

REVUE TRIMESTRIELLE

N° 18

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :
FIN DE LA RÉCRÉATION OU
DEBUT DE LA RE- CREATION D'UN ETAT ?**

Août 2007

Editorial

La République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, est en train de traverser des moments hautement politiques. Après plusieurs décennies de muselage des populations par des régimes dictatoriaux qui avaient tout simplement décidé de mettre toutes les libertés fondamentales des Congolais en berne, à commencer par celle de se choisir des dirigeants, l'année 2006 restera dans les annales comme celle de l'ouverture des opportunités démocratiques.

Les scrutins successifs auxquels les populations ont été conviées, depuis le Référendum constitutionnel du 18 décembre 2005 jusqu'au deuxième tour de la présidentielle étaient porteurs d'espoir, en ce sens qu'elles auguraient l'avènement d'une gouvernance marquée du sceau de la légitimité.

Avec beaucoup de civisme, les Congolais ont répondu présents à ce qui apparaissait pour eux comme le rendez-vous avec une ère nouvelle, fondée sur les valeurs de tolérance, de dignité, de paix. Malheureusement, les politiques n'ont pas fait preuve du même civisme. Les campagnes électorales ont été émaillées de propos injurieux et xénophobes, les meilleurs gagnants du premier tour de la présidentielle ont affiché des comportements des perdants en se livrant à des batailles rangées en pleine capitale Kinshasa. Et comme pour illustrer le vieux proverbe selon lequel deux caïmans ne peuvent cohabiter dans le même marigot, le Président élu, Joseph Kabila, a éjecté de son espace vital son malheureux challenger, Jean -Pierre Bemba, après d'âpres combats dans la même capitale. Leur hostilité ne semble pas s'être tassée depuis l'exil -pour raisons de santé !- de ce dernier en Europe ; ils continuent à croiser le fer par médias internationaux interposés. Ce spectacle est loin de faire honneur à la jeune démocratie congolaise, et les Congolais s'attendaient à un peu plus de responsabilité de la part de ceux à qui ils ont confié le pouvoir.

Qu'à cela ne tienne. Les nouvelles institutions sont en place, du moins aux niveaux national et provincial, en attendant l'organisation des élections locales. Dans son discours d'investiture, le Président de la République, première institution mise en place, a énoncé « les cinq chantiers » de son quinquennat, décrété « la fin de la récréation » et garanti que « les portes des prisons étaient désormais ouvertes » pour les délinquants de tous ordres. Ce discours résolument volontariste a été ressenti comme la première pierre posée pour l'édification d'un Congo régi selon des pratiques nouvelles, animé par des institutions ayant à leur tête des hommes et

des femmes responsables et redevables devant la communauté nationale, et engagés pour relever tous les défis qui continuent à maintenir l'homme congolais et la femme congolaise dans un état de pauvreté en criante contradiction avec les potentialités de richesse dont ce pays regorge.

Cependant du discours à la pratique, le chemin a toujours été long, et les meilleurs textes ont souvent fini dans les oubliettes de l'histoire ou galvaudés au point que le message d'origine se perdait avant le moindre début de passage à l'acte, réduisant un discours fondateur en un simple chapelet de slogans. S'agissant du discours présidentiel ci-haut évoqué, il a été systématiquement et littéralement récupéré et réutilisé les yeux fermés. Ainsi, des prisonniers ont invoqué le fait que les portes des prisons étaient désormais ouvertes pour se faire la belle, avec la bénédiction de leurs gardiens. Quant aux cinq chantiers, ils sont devenus le programme « verbal » de tous ceux qui n'ont rien de concret à proposer à la presse ou aux populations. A chaque question précise, la même réponse évasive : « les cinq chantiers du Chef de l'Etat » !

Il en va de même de cette fameuse fin de la récréation, sifflée en cette belle matinée du 6 décembre 2006 mais qui semble s'éterniser. Au point que certains Congolais, qui ne sont jamais en manque d'humour, sont convaincus qu'à la récréation a succédé une longue période de vacances ! Mais, c'est quoi donc, la fin de la récréation dans la cour congolaise ?

Pour les Congolais, « la fin de la récréation » c'est, sur **le plan politique**, un gouvernement qui travaille au niveau central avec une vision claire du présent et de l'avenir des habitants de ce pays. C'est aussi au niveau provincial et local, des dirigeants soucieux de l'amélioration de la gouvernance au profit de leurs électeurs, qui n'ont que trop attendu. A tous les niveaux, c'est l'existence des pouvoirs réels de contrôle et de contrepoids pour contraindre les membres de l'exécutif et les gestionnaires à tous les niveaux à justifier et à rendre des comptes. La fin de la récréation, en politique, c'est surtout la sécurisation de tous les Congolais, de tous les espaces congolais, « pour que chacun puisse travailler dans la paix et dans la tranquillité ».

Sur **le plan économique**, finir la récréation, c'est mettre fin à la gabegie financière, c'est mettre en place des pratiques qui permettent au Congolais de cesser d'être un étranger au festin des richesses de son propre pays. Il s'agit ni plus ni moins de

cesser de faire rimer « scandale géologique » et « gestion chaotique », afin que ce pays se remette au diapason du monde globalisé.

Sur le **plan culturel**, mettre fin à la récréation, c'est œuvrer pour les valeurs d'inclusion, de solidarité et de cohésion d'une Communauté congolaise dans toute sa belle diversité en vue de permettre à tous les Congolais d'apporter leur contribution à l'édification du pays fier et prospère que chacun appelle de tous ses vœux.

Force est de constater que sur tous ces plans, la récréation continue de plus belle, à la grande frustration des Congolais et des Congolaises, qui, il est vrai, avaient placé leurs attentes très haut, en donnant aux élections un caractère magique.

Le vote, notamment dans les provinces orientales du Congo ((Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri), a été essentiellement un vote pour la paix, comprise comme la fin effective de la guerre et l'avènement de la sécurité pour tous. Cependant, les conditions de sécurité se sont tellement détériorées depuis les dernières élections que les Congolais ne cachent pas leur désappointement. Les bandes armées étrangères et congolaises continuent à écumer les collines, les villages et les routes ; des espaces entiers des territoires échappent au contrôle administratif et militaire du pouvoir public ; des groupements entiers sont vidés de leurs habitants qui voient les saisons culturelles passer en attendant l'aide humanitaire et les années scolaires se dérouler sans leurs enfants. En ce domaine, la récréation est si bruyante que l'on se demande qui en sifflerait la fin avec suffisamment d'énergie pour être audible.

C'est pourquoi nous estimons que l'urgence n'est pas, à l'heure actuelle, de mettre un terme à une récréation qui a fini par faire partie du paysage de notre pays au point que c'est devenu une nouvelle nature. L'urgence, c'est repenser « l'école » Congo, redéfinir « les programmes », recruter des « enseignants » intègres et compétents ; l'urgence, c'est de poser le socle d'une société congolaise dans laquelle les devoirs, les droits et les pouvoirs de tous et de chacun seront garantis. Il est donc urgent de **re-crée**r un Etat congolais digne de ce nom. Et les élections passées et celles à venir constituent un des outils pour ériger ce socle, quitte à les utiliser à bon escient, ce qui n'a pas toujours été le cas comme vous le lirez dans ce *Regards Croisés*.

En effet, Pole Institute a suivi pas à pas le déroulement des élections et a produit articles d'actualité à chaud et analyses. Dans ce numéro de *Regards Croisés*, nous vous proposons une sélection de ces textes que l'équipe de Pole Institute a publiés sur son site Internet (www.pole-institute.org) au fur et à mesure du processus électoral.

Les textes ont été regroupés en quatre sections thématiques. La première reprend des textes inspirés des fractures congolaises, réelles ou virtuelles, telles qu'elles ont été mises à jour ou démenties par les élections, surtout au niveau national. Dans la deuxième session, nous reprenons deux analyses plus récentes –et plus distantes– de nos collègues Jean-Pierre Lindiro Kabirigi et Christiane Kayser qui ont suivi tout ce processus avec un regard plus distant. Leurs analyses portent sur le lourd fardeau de la tutelle dont le Congo de Lumumba ne parvient pas à se débarrasser malgré près d'un demi-siècle d'Indépendance. Suivent quelques articles qui traitent essentiellement des provinciales, avec comme constante ce mélange de tradition et ce modernisme, cette légitimation de l'ethnique par le bulletin de vote, et cette timide cohabitation du vote et de la négociation. La dernière section porte sur l'implication de la femme dans les élections à l'Est et les leçons tirées de ce qui a été un baptême de feu assez difficile.

Tous ces textes sont datés et traduisent nos espoirs et nos craintes par rapport au contexte de **ce moment-là** et constituent pour nous, et pour nos lecteurs, j'imagine, une sorte de miroir. Depuis lors le contexte a évolué, certaines de nos projections ont été démenties par les faits, d'autres restent d'actualité. Mais nous estimons que cette compilation subjective et sélective est importante parce que le processus n'est pas encore achevé, même s'il semble présentement en panne. Nous devons préparer les élections locales avec davantage de sérénité que les nationales et les provinciales, dans la mesure où elles vont mettre en place la gouvernance de proximité, plus accessible aux populations à la base.

A tous et à chacun,

Bonne lecture.

Onesphore Sematumba

Août 2007

I. ELECTIONS NATIONALES : LES FRACTURES CONGOLAISES

1. RD Congo : liens de façade et lieux de fracture !

par Aloys Tegera

24/08/2006

Le peuple congolais a voté le 30 juillet 2006, un exercice dont il était privé depuis 1965, date des dernières élections libres et démocratiques. La proclamation des résultats provisoires aux élections présidentielles le soir du 20 août 2006 s'est faite dans un contexte de panique et de peur, visibles sur les visages de l'Abbé Malu Malu et son équipe de la CEI lors de la lecture des résultats. Il y avait de quoi paniquer.

En effet, une bataille rangée entre la Garde Républicaine (GR) du Président sortant Joseph Kabila et la garde privée de Jean Pierre Bemba, censée sécuriser les bâtiments de ses chaînes de télévision privées faisait rage dans les rues de la capitale et damait ainsi le pion au peuple congolais lors de sa soirée électorale, une première pour les générations d'après 1965. Les Congolais de l'Est s'attendaient à faire la fête pour Joseph Kabila qu'ils ont voté massivement et qui devrait, selon toute vraisemblance passer au premier tour. Les Congolais de l'Ouest, quant à eux, avaient décidé de brandir un carton rouge à Joseph Kabila par un vote sanction en propulsant Jean Pierre Bemba au rang du challenger incontournable et s'attendaient à vérifier si le score fleuve de Kabila à l'Est suffisait à lui seul pour leur dicter un Président qu'ils considéraient comme imposé par la Communauté internationale.

Le verdict des urnes est en définitive un match nul car malgré les 44,8 % de Kabila et les 20 % de Bemba, le compteur est remis à zéro, le deuxième round du scrutin vient comme une perspective inattendue dans le camp des kabilistes et conforte l'ouest dans sa conviction qu'il est le faiseur des rois. La question qui se pose, c'est celle de savoir quelle interprétation donner à ce que d'aucuns avancent comme une fracture Est-Ouest ?

1. L'unité du Congo: mythe ou réalité ?

a) Un Congo à la fois fort et fragile.

La mise à l'épreuve de l'unité du Congo ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte à 1961, au lendemain de son indépendance, suite à la décision de créer les nouvelles

entités politiques. En effet, à la Table Ronde de Léopoldville tenue du 25 janvier au 16 février 1961 fut admise la possibilité de procéder à une nouvelle division territoriale sous une base fédérale en tenant compte de l'affinité ethnique, de besoins économiques, de la volonté d'ethnies différentes de vivre ensemble, de la langue ou de l'histoire commune et du nombre minimum de 300.000 habitants. La conférence de Tananarive du 8 au 12 mars 1961 reconnut dans sa résolution n°1 les nouveaux Etats et celle de Coquilhatville du 24 avril au 28 mai 1961 prévit la division du pays en 19 nouvelles provinces. Une guerre sans merci venait de s'engager entre les partisans d'un Congo unitaire représentés par Patrice Lumumba et les défenseurs de nouvelles entités confédérales incarnés par Moïse Tshombe du Katanga.

Une loi fixant les critères devant servir de base à la création des provinces fut promulguée le 27 avril 1962 par le Président Kasa-Vubu. L'affrontement politique entre ces deux tendances au lendemain de l'indépendance constitue la source des peurs liées au choix de la forme de l'Etat en RDC. La plus importante des fractures entre Congolais se situe à ce niveau.

La nouvelle Constitution promulguée en février 2006 vient d'ouvrir une fenêtre d'opportunité en faveur des pouvoirs provinciaux, mais elle pourrait se refermer très vite si les populations ne se l'approprient pas à temps.

b) La fascination de l'homme fort incarnant l'unité.

L'ère mobutienne a su rassurer à ses débuts. Considérant que la création de nouvelles entités politico-administratives était à la base du chaos des années 1960 - 1965, Mobutu décida tout simplement de réduire les provinces de 21 à 8, et fit de Kinshasa, la capitale, une province autonome. La particularité kinoise puise aussi dans cette spécificité et étant le siège de institutions et du pouvoir depuis 1965, les Kinois se considèrent comme le Congo et pensent que le Congo, c'est Kinshasa.

Les passions déchaînées dès les premières heures de l'indépendance se turent et tout le monde se rangea derrière ce nouvel homme fort qui, avec l'appui de la Communauté Internationale, venait de rétablir l'ordre dans l'ensemble du pays à l'exception de quelques poches de résistance dans les montagnes de l'Est d'où un certain Laurent Kabila surgira (symboliquement car il vivait en Tanzanie) 30 ans plus tard. Le Congo pacifié et unifié par Mobutu, devint son Congo à lui, qui lui devait tout selon ses propres mots, et qu'il dirigea d'une main de fer. Brassant et

recyclant ses lieutenants qui eux aussi lui devaient tout, Mobutu a su maintenir ce grand pays ensemble. L'unité du Congo, dont la majorité des Congolais se rappelle aujourd'hui, c'est l'unité mobutienne. On comprend dès lors la fascination des Congolais pour le mythe d'un « homme fort ». Sa chute, son exil face à l'avancée des troupes de l'AFDL de Laurent Kabila en mai 1997 et finalement sa mort sur une terre étrangère sont vécus comme un film fiction où d'aucuns se demandent comment l'homme fort a pu tomber aussi facilement. C'est oublier qu'il était perché comme sur un arbre rongé par les termites et qu'un coup de vent venu de l'Est suffisait à lui seul pour le faire crouler.

c) Libération fracturée ?

En fait, l'expérience de la fracture de l'unité du Congo commence avec l'échec de l'AFDL et le début des affrontements armés entre Laurent Kabila et ses parrains Rwandais et Ougandais en août 1998. Cette guerre impliquant les puissances régionales, les unes aux côtés de Laurent Kabila et les autres aux côtés des rébellions improvisées, a effectivement fracturé le Congo en deux blocs, Est et Ouest.

Le dialogue inter-Congolais à Sun City, conclu en décembre 2002, n'a pas été capable de relever les défis issus de cette fracture, notamment l'unité de l'armée nationale et le mode de gouvernement dans un contexte de vide d'Etat, préférant la solution de partage du gâteau, « verticalement » et « horizontalement » entre les belligérants, léguant au gouvernement de transition cette tâche difficile. Ce gouvernement vient de se briser en morceaux sans avoir rien fait dans ce sens, laissant à Kabila et Bemba dans un face à face prévu le 29 octobre 2006 que d'aucuns redoutent car au regard des tensions autour de la proclamation des résultats provisoires, il y a lieu de craindre que tous les coups bas sont permis.

d) Le mythe du bouc émissaire : un discours recyclé mais toujours mobilisateur.

Les discours de nos politiciens n'ont changé ni de ton ni de contenu depuis l'indépendance. A l'Est du Congo, la mobilisation s'est toujours organisé autour du bouc émissaire « Rwandais » qui incarnerait les malheurs du Congo, à savoir les Rwandais.

Déjà en date du 6 novembre 1963, au plus fort de la crise entre les élus du Nord-Kivu autour de l'incorporation des territoires de Rutshuru et Goma dans la

nouvelle province du Nord-Kivu, l'élu Karungu pouvait affirmer lors d'une réunion de l'Assemblée provinciale que les territoires de Goma et Rutshuru appartenaient depuis toujours aux tribus Muhunde, Munyanga, Muhutu et Munande et non aux étrangers Tutsi. Au cours de la même séance, l'élu Muhindo proposa d'écrire un télégramme au Président de la République Joseph Kasa-Vubu pour lui demander de venir évacuer les Congolais des territoires de Rutshuru et Goma parce qu'il les avait confiés aux Rwandais.

Effectivement un télégramme lui fut envoyé en ces termes : " *TM3 - CTA, Chef Etat Premier Ministre, Mininter Goucentral Léo. No 1599/63 Assemblée provinciale du Nord-Kivu en séance de ce jour regrette et condamne avec dernière énergie votre silence devant sévices tortures évacuations massives et saisies opérés endroit ethnies Muhunde, Munyanga, Mukumu originaires de Goma et Rutshuru par autorités Kivu Central en violation flagrante droits Citoyens stop Demande intervention votre sagesse stop population majeure partie Goma et Rutshuru se réfugie dans province Nord-Kivu mains vides sans rétribution stop Assempro Nord-Kivu croit que votre devoir être maintien sécurité personnes et leurs propriétés privées rejette sur Goucentral responsabilité toute tentative éventuelle annexant territoires Goma et Rutshuru au Rwanda (...)* ".

Dans ce télégramme, le chef de l'Etat est carrément accusé d'avoir trahi la Nation en aliénant les deux territoires de Rutshuru et Goma en faveur des Rwandais. Désormais, l'équation simpliste *Tutsi = Rwandais = occupant étranger* sera une constante dans le débat politique au Kivu.

Pendant la campagne électorale, les proches lieutenants de Joseph Kabila, mais aussi certains vieux caciques nostalgiques de la MAGRIVI¹ du territoire de Rutshuru, n'ont rien trouvé mieux que de reproduire le même discours qui, en définitive, paie bien. Au vu des résultats qu'ils ont obtenus pourquoi changer un discours qui gagne quand une équipe pour le piloter est en place ?

A l'Ouest du Congo, le discours de Bemba autour de la " congolité " puise aussi à la même source mais pour des motifs autres. Dans son discours de fin de campagne électorale le 27 juillet quand Bemba crie à son audience surchauffée : " Qui a amené les Rwandais à Kinshasa ?, Qui vous a pillé ? ", il est bien conscient du coup fatal qu'il est en train d'infliger à Kabila fils, soupçonné d'étranger et pire, de sang tutsi. Sa mère, maman Sifa a beau s'afficher à ses côtés, un doute savamment entretenu plane sur l'identité de son père géniteur. Et pourtant, Mobutu a régné sur le Congo pendant 32 ans, en nous a présentant maman Yemo comme sa mère, mais jamais

¹ Mutuelle des Agriculteurs des Virunga
© Pole Institute 2007

évoquer l'identité de son père. Et sans qu'aucun Congolais n'y trouve à redire.

e) Une unité de façade ?

Il ressort de tout ceci que l'unité du Congo a toujours été l'œuvre d'un pouvoir fort, incarné par un homme fort, à savoir respectivement Léopold II, père fondateur du Congo qu'il a légué aux Belges, Patrice Lumumba et Joseph-Désiré Mobutu Sese Seko.

A l'exception de Lumumba assassiné pour le simple fait d'être un électron libre et gênant, ces hommes forts n'ont été que la face visible d'un Congo possédé et géré par les capitaux privés et leur rôle se réduisait à la sauvegarde des intérêts de ces derniers tout en assurant une administration -bonne ou mauvaise- et en affirmant haut et fort la souveraineté du pays.

L'accusation des Kinois selon laquelle Joseph Kabila est le candidat de la Communauté internationale est en réalité l'expression de leur crainte de se voir imposer un Président de façade, la réalité du pouvoir étant entre les mains des intérêts étrangers qui, en cas de nécessité, sanctionnent toute tentative d'émancipation par la mise à mort.

f) Unité symbolique et créativité originale.

L'unité, même symbolique, constitue sans contexte l'un des points forts du Congo. Toutefois, elle se traduit généralement par des résidus culturels de l'authenticité mobutienne : la danse et la musique exportées au niveau mondial ainsi que l'abacost aujourd'hui disparu mais qui continue à inspirer la mode actuelle.

Un autre patrimoine partagé par tous les Congolais, c'est leur **créativité originale** (la débrouille ou le fameux article 15), à la base de l'économie informelle, qui a fait vivre des millions de Congolais, en marge de mécanismes de création des fabuleuses richesses dont leur pays regorge.

Ceci dit, il faut se l'avouer, la débrouille qui s'est muée en stratégie de survie est aussi à la base de la corruption et de l'anarchie administrative à partir du sommet de la République jusqu'au plus bas niveau. Les deux dernières guerres dites de libération ont montré les limites de l'informel, créatif soit-il, car les millions de morts sont principalement les victimes de l'absence totale des infrastructures de base. Les soupçons autour des contrats léonins signés avec les capitaux transnationaux et qui seraient la raison majeure derrière l'appui de la communauté

internationale au Président sortant Joseph Kabila relèvent de cette culture d'une corruption institutionnalisée, entretenue par la classe politique congolaise qui se remplit les poches alors que les populations sont laissées pour compte.

Les découpages géographique (est-ouest), et linguistique (swahili- lingala) sont loin d'être significatifs. Ils sont plutôt le reflet de la nouvelle donne politique congolaise mise en place depuis l'entrée triomphale de Laurent Kabila à Kinshasa et ses alliés (les Rwandais conduits par Kabarebe inclus) parlant pour la plupart le Swahili en mai 1996 et la disparition de la scène politique des mobutistes avec le lingala qui s'était quasi imposé sur l'ensemble du pays. Les vraies fractures entre Congolais sont à rechercher ailleurs.

2. Quelques lieux de la fracture entre Congolais.

a) Du point de vue géographique, les montagnards de l'Est du Congo sont dans l'ensemble assez différents des habitants des terres basses de la cuvette centrale par leurs traits de caractère, l'endurance, l'obstination et d'autres points forts ou faibles par ailleurs bien décrits par Montesquieu dans *L'Esprit des lois*. Encore faut-il ajouter que le brassage des citadins et des ruraux issus des centres extra-coutumiers de la colonisation a produit de nouvelles générations des Congolais qui partagent d'autres critères d'identification. Ce sont ces citadins qui sont à l'origine des mutuelles tribales et cercles des évolués, qui à la veille de l'indépendance et pendant la période post-coloniale se sont transformés en partis politiques et depuis lors dirigent le pays au nom de la base populaire dont ils n'ont rien à faire.

b) Dans l'armée, si on se limite à l'analyse de la fracture et non aux exactions imputées aux uns et aux autres, nuances il cohabite deux types de générations et deux cultures différentes entre les ex-Faz et les Kadogo de la période dite de libération. Les ex-Faz se sont illustrés dans la défense d'un Etat qui avait cessé d'exister, vivant impunément sur le dos des populations, ils donnaient l'impression de s'accommoder de cet état de choses indéfiniment. L'arrivée de la deuxième brigade pour sécuriser le territoire de Rutshuru en février 2006 fut une occasion pour les habitants de Goma de revoir ces vieux militaires, ivres dès la matinée et visiblement inaptes pour combattre. Par contre les Kadogo de l'automne 1996 semblaient rompus à la logique de changement et prêts à se battre bec et ongle derrière tout homme incarnant ce changement. Bien qu'on les retrouve dans les deux camps, l'échec de l'AFDL en août 2006 a divisé ces Kadogo entre les deux Laurent, les fidèles de Kabila père (les

Mayi-Mayi) et les militaires rwandophones aujourd'hui représentés par Nkunda. Dans l'ensemble, les deux tendances Kadogo se battent pour un nouveau Congo qu' ils ont du mal à définir et rechercher en vain les leaders politiques capables d'incarner leurs idéaux. Les difficultés pour brasser les ex-Faz et les nouvelles générations des Kadogo relèvent en partie de cette différence de vision, de culture et de sens de responsabilité.

c) Dans le domaine social, la notion d'un Etat providence n'a jamais vraiment existé. Suite aux tensions sociales au début des années 1940 et surtout à la nécessité d'inscrire la colonisation dans la durée, le projet d'atténuer les inégalités sociales et de lutter contre la pauvreté, entrepris par l'administration coloniale dans les années 1950 (Fonds du bien-être indigène, Fonds social ...) semble une première et dernière tentative dans ce sens. Les discours récurrents d'amélioration des conditions de vie des populations dans la bouche des politiciens congolais de tout bord sont rarement traduits en action. Le partage des biens zairianisés entre les barons du régime en 1973 a produit un binôme : d'une part, une poignée de " happy few " et, d'autre part, une masse paupérisée. Cette dernière, longtemps réfugiée dans la prière à l'ombre des églises, est aujourd'hui en proie à des vampires nocturnes supposés sucer le peu de sang qui leur reste.

d) Une économie primaire, produisant les matières premières, incapable de générer la moindre valeur ajoutée, et aujourd'hui bradée aux investisseurs à haut risque, est pillée par les pouvoirs qui se succèdent à Kinshasa. Les contrats léonins imputés aux uns et aux autres de nos dirigeants politiques montrent qu'au-delà des promesses faciles le scandale géologique reste aussi un scandale politique. Les perspectives de la décentralisation des provinces devraient se focaliser sur la création des richesses locales. Chaque province ayant une spécificité économique de base, la péréquation devrait permettre une redistribution équitable en vue d'éviter au Congo un développement à vitesses variables.

e) La promotion de la démocratie dans un contexte d'absence d'une culture politique est un leurre. Les frustrations issues de la proclamation des résultats provisoires qui se règlent par les tirs nourris aux armes lourdes dans la capitale Kinshasa du 20 au 22 août 2006, démontre à suffisance que nous sommes loin de la tolérance, et de la négociation, soubassement de toute compétition politique digne de ce nom. Comment passer du discours de la langue de bois (« *j'ai dit et je vous remercie* ») à l'engagement militant qui suppose des idéaux et un sens de responsabilité citoyen ?

Le Congo ne se possède pas. Il a toujours été possédé. Hier par les capitaux financiers privés, incarnés par la face visible du colonisateur. Aujourd'hui par les investisseurs à haut risque en complicité avec nos politiciens de tout bord au nom de la " base ". La question qui se pose et à laquelle les deux prétendants à la présidence de la République et les nouveaux élus du scrutin du 30 juillet doivent répondre, c'est celle de savoir quel programme politique en leur possession en mesure de faire face aux vraies fractures qui, depuis longtemps, minent le Congo ?

Aloys Tegera
24/08/06

2. Faux binômes et vraies fractures : premières leçons tirées des élections en RDC

par Onesphore Sematumba
19 août 2006

Les Congolais sont à la veille d'un événement d'une grande portée historique. Vingt et un jours après s'être rendus aux bureaux de vote pour un double scrutin, présidentiel et législatif, ils devraient connaître les résultats provisoires ce dimanche 20 août 2006. En principe. Tout dépendra, encore une fois, de la Commission électorale indépendante (CEI), qui semble faire durer le suspense. Une façon, peut-être de contenir l'impatience de certains et la précipitation de ceux qui, dès le lendemain du scrutin, avaient fêté la victoire de leur champion.

Mais, au fur et à mesure que le long chapelet des résultats partiels s'égrenait, chacun a commencé à se rendre à l'évidence : les opinions divergent autant que le Congo est divers ! Toutefois, en analysant les scores réalisés par les trente-trois candidats au strapontin présidentiel, deux sont nettement en tête de la course. Il s'agit du Président sortant, Joseph Kabila Kabange et de Jean-Pierre Bemba, Vice-Président et leader du Mouvement de Libération du Congo (MLC). Le premier, originaire du Nord du Katanga, a ratissé large dans les provinces de l'Est du pays. Le second, fils de l'Equateur, au Nord-Ouest, a fait de très bons résultats plutôt à l'Ouest et dans la capitale, Kinshasa. C'est la désormais fameuse fracture Est-Ouest dont font état la plupart des observateurs, qui fait craindre le renforcement de la fragmentation du territoire, après trois ans de tentative de resserrement des liens, notamment avec la transition inclusive et sa formule 1+4 (un Président et quatre vice-Présidents).

Ainsi, la RDC sera dirigée, pour les cinq prochaines années, par l'un de ces deux candidats. La seule inconnue, à ce jour de veille de la proclamation des résultats, est de savoir si l'heureux élu sortira des urnes du 30 juillet (premier tour) ou s'il faudra attendre le 29 octobre 2006 (second tour). Toutefois, cette fracture du pays en deux blocs électoraux autour de deux candidats appelle quelques questionnements. Dans le cas où la capitale Kinshasa et l'Ouest dans l'ensemble votent pour Jean-Pierre Bemba, " l'enfant du pays " et que Joseph Kabila remporte le scrutin, comment ce dernier pourra-t-il gouverner dans un milieu (siège des institutions) qui lui aura manifesté son hostilité, même s'il dispose d'une garde rapprochée évaluée à 15 000 hommes ? Et si le vote pro-Bemba de l'Ouest amenait le leader du MLC au pouvoir, comment cela se vivra-t-il dans les montagnes de l'Est, pourtant au cœur de mutations politiques depuis les deux rébellions ? Cela ne risquera-t-il pas d'accréditer le sentiment que seule compte la capitale (Kinshasa = RDC et RDC = Kinshasa), ravalant le reste du pays en région périphérique ?

L'élection des députés nationaux, qui a eu lieu le même jour, ne suscite pas le même intérêt que la présidentielle. Normal dans un pays qui a toujours été dirigé de main de fer par un Président très fort, avec un Parlement lui servant de caisse de résonance. Aussi, le rôle du député national n'est-il pas (re)connu en RDC. Et pourtant, de la qualité des futurs locataires du Palais du Peuple dépendra en grande partie le type de gouvernance qui régira le pays au niveau national.

Tous les regards et toutes les oreilles des Congolais sont donc tournés vers la CEI. La Communauté internationale, principal pourvoyeur de fonds de tout le processus électoral, est quant à elle, préoccupée par la guerre qui oppose Israël au Hezbollah libanais et par le casse-tête américain en Irak, laissant les bords du fleuve Congo sous la surveillance de ses " représentants " (Comité international d'accompagnement de la transition, Commission internationale des sages, etc.) et sous la haute protection de deux corps expéditionnaires hyper armés, la MONUC et l'EUFOR. Tout ce beau monde touche du bois pour que tout ce processus aboutisse sans heurts, malgré les ratés enregistrés depuis le début.

Au-delà des résultats à venir, il nous paraît important de tirer dès à présent les premières leçons et de poser les premières interrogations de cet exercice démocratique auquel la majorité des Congolais s'est livrée avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils en étaient à leur premier essai.

Nord Kivu : G2 vs G7, le mythe s'estompe !

Le Nord Kivu, à l'extrême Est de la RDC, a été le théâtre de violences à répétition depuis les années 1960. De façon cyclique, les communautés ethniques se sont affrontées sur fond des contentieux qu'aucun gouvernement n'a pris à cœur d'analyser afin d'identifier clairement les intérêts en présence en vue de trouver un *modus vivendi* durable. Au contraire, certains politiciens, au niveau local comme au niveau national, ont entretenu le feu, quitte à l'attiser à des moments précis au gré de leurs intérêts propres. Le levier ethnique a ainsi souvent été actionné et ce d'autant plus facilement que dans un contexte global de pauvreté extrême, les populations sont vulnérables à la manipulation.

De la mosaïque au binôme

A l'origine, la province du Nord Kivu est une mosaïque de communautés ethniques. On y dénombre pas moins de 9 groupes : les Kano, les Kumu, les Twa, les Tutsi, les Tembo, les Hunde, les Hutu, les Nyanga et les Nande. Pendant la guerre, le pays a été fragmenté, chaque belligérant contrôlant un morceau du territoire, sans se soucier du sort des populations locales. Celles-ci ont alors développé des mécanismes pour survivre en dépit d'un pouvoir prédateur et indifférent.

C'est ainsi qu'à Goma, chef-lieu du Nord Kivu et fief de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), les leaders des différentes communautés ont mis en place une structure de prévention et de résolution des conflits, le Barza intercommunautaire. Cette initiative entreprit un travail remarquable de pacification. Le succès fut tel que différentes institutions tant provinciales que nationales puisèrent dans ce vivier des " sages ". Les autorités rebelles du RCD tentèrent de créer une structure similaire au Sud Kivu, sans succès. Tout comme les tentatives successives du Vice-Président en charge du socio-culturel, Zahidi Ngoma et du Président de la Commission Vérité et Réconciliation, le Pasteur Kuye, de disséminer les barza à travers le pays, s'avérèrent infructueuses. Il était en effet illusoire de vouloir plaquer une initiative qui était le résultat d'une dynamique locale, à moins de rechercher un effet de vernissage.

La réunification du pays à la suite des accords de Sun City en 2003 sonna le glas du Barza. Un double tropisme s'observa en son sein, selon que l'on se sentait proche

de Kinshasa ou de Kigali, les deux capitales étant perçues comme " faiseurs de rois " à Goma. Cette lutte fondamentalement politique sera malheureusement travestie en dualité ethnique. La mosaïque interculturelle de la province fut ainsi grossièrement réduite à un binôme meurtrier. Selon une logique tenant à la fois de la linguistique et du phantasme, les Nord Kivutiens furent rangés en " Rwandophones " et en non-Rwandophones, selon qu'ils parlent ou non le kinyarwanda. Dans la première catégorie se retrouvèrent les Hutu et les Tutsi et dans la seconde, tous les autres ! Et les deux ensembles furent nommés respectivement G2 et G7, en fonction du nombre de leurs sous-ensembles respectifs.

Une vue de l'esprit

Cependant, la campagne électorale et les résultats partiels du vote du 30 juillet ont battu en brèche ces deux concepts montés en épingle par les manipulateurs en mal de positionnement politique. Tout d'abord, le nombre excessif des candidatures à la députation nationale à l'intérieur des différentes communautés ethniques prouve qu'il n'y a eu aucune concertation à ce niveau, et encore moins au niveau des deux binômes. Les candidatures ont été le reflet d'ambitions personnelles, sans plus. Ensuite, la virulence de la campagne électorale, même entre " frères " nous conforte dans cette opinion. Ainsi, à Jomba, dans le territoire de Rutshuru, des candidats Hutu se sont livrés une bataille électorale sans merci, à la limite du politiquement correct.

Dans ce même territoire, qui compte pourtant une importante population nande, aucun ressortissant de cette communauté ne semble se classer en ordre utile parmi les 8 postes à pourvoir. Il est vrai que le scrutin proportionnel qui a été choisi pour les législatives fait la part belle aux partis politiques au détriment des personnes, mais cela n'explique pas tout.

A Goma, ce sont deux ressortissants du Sud Kivu qui ont défrayé la chronique pour leurs altercations pendant et après la campagne. L'on pourrait ainsi multiplier des cas qui prouvent qu'en définitive, le binôme G2/ G7 procède davantage d'une vue d'esprit que d'une réalité sociologique.

Présidentielle : candidats nationaux et élus locaux ?

Les deux favoris du scrutin, Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba, ont été " élus " chacun dans une partie de la RDC. Le pays, naguère morcelé entre les différents

belligérants, se retrouve de nouveau fragmenté en deux gros fiefs électoraux. Les provinces de l'Est (Katanga, Maniema, Sud Kivu, Nord Kivu et une partie de l'Orientale) ont voté majoritairement pour Kabila, alors que celles de l'Ouest (Bas-Congo, Equateur, Kinshasa, une partie du Bandundu) ont accordé leur préférence à Jean-Pierre Bemba. Le centre, les deux Kasai, à défaut de " leur " candidat naturel Etienne Tshisekedi ont préféré un nouveau, Oscar Kashala. Les analystes politiques ont essayé de décrypter les raisons de ce choix-rejet et son impact sur la cohésion sociale en RDC. Les conseillers de toutes sortes, à la vue de cette grosse ligne de démarcation qui traverse le pays du nord au sud, exhortent les Congolais à accepter les résultats, quels qu'ils soient. En clair, on leur demande d'accepter le Président, même s'il est l'élu de " l'autre Congo ". Il n'est pas à craindre que cette fracture politique entre l'Est et l'Ouest compromette l'intégrité physique du territoire mais elle souligne, si besoin était encore, que l'espace congolais demeure fragmenté.

Cette fragmentation a été illustrée par les différents scores de tous les autres candidats à la présidentielle, chacun ayant été choisi dans son terroir. Il est vrai que l'étendue du territoire et l'absence des voies de communication n'a pas facilité le déplacement des candidats et leur contact avec les populations. Il est tout aussi vrai que la plupart de ces candidats ne pouvaient pas disposer de moyens logistiques pour atteindre les villages les plus reculés. Ce qui les a réduits, pour la plupart d'entre eux, de se rabattre sur leurs propres villages. Candidats nationaux, ils ont été des élus locaux, quitte à monnayer ces voix du terroir en cas de deuxième tour.

Ainsi donc, peu importe le verdict des urnes, les futurs gouvernants devront procéder à l'édification de la nation congolaise. Et cette édification ne pourra pas se faire à marche forcée mais par étapes, la première de ces étapes étant le local. La nouvelle Constitution offre en cela une réelle opportunité, à condition que les Congolais votent utile lors de prochains scrutins, au lieu de voter par émotion comme cela l'a été le 30 juillet.

Le défi de la représentativité

Le vote du 30 juillet 2006 a suscité un engouement populaire indéniable, et globalement il s'est déroulé dans une ambiance bon enfant sur une grande partie du pays. A Goma, un des électeurs a fait ce commentaire : " Je ne savais pas que c'était si facile de donner le pouvoir ! " Armé de sa carte d'électeur, il avait pris conscience

qu'il disposait enfin du pouvoir, et que c'était à lui de le donner. En termes d'éveil à la citoyenneté responsable, après quarante ans de dictature, c'est une avancée fulgurante.

Mais une chose est de disposer d'un pouvoir, une autre est d'en user à bon escient. Ce qui, dans le cas des Congolais qui en étaient à leur premier essai, relevait plutôt de la gageure.

Les Congolais sont pauvres, tout le monde le sait. Le Congo est riche, tout le monde le dit. Les habitants de ce pays ont appris et apprennent encore à l'école, que leur pays est un scandale géologique. Mais dans le fait, le véritable scandale géologique, ce sont ces contrats miniers léonins qui enrichissent une poignée de Congolais et des milliers d'étrangers, laissant les Congolais lambda dans la plus noire des misères. Avec une foi de catéchumène, ces populations paupérisées par des régimes successifs qui n'avaient pas de compte à leur rendre pensent que le moment est enfin venu de jouir des richesses de leur fabuleux pays. Après les élections, plus rien ne sera comme avant, pensent-ils.

Le paradoxe, c'est que tout en plaçant si haut les attentes par rapport au scrutin, les électeurs semblent avoir usé de leur nouveau pouvoir comme d'un jouet, en votant selon des critères à tout le moins fantaisistes. Au point qu'eux-mêmes s'étonnent de voir tel ou tel autre élu ! A Goma, nous avons par exemple constaté que certains candidats députés, a priori valables, ont été " punis " pour leur affiliation à certains partis politiques. Les candidats du RCD ont ainsi été " sanctionnés " pour leur appartenance à un parti qui traîne sa réputation de pro-rwandais. Ou ce commentaire d'un jeune homme qui ne cache pas son admiration pour la maîtrise avec laquelle un candidat a mené sa campagne : " Dommage qu'il appartienne à un mauvais parti, celui des cannibales !" Et que d'autres ont été récompensés pour leur discours ou leur attitude xénophobe. Sans aucun autre programme, sans aucune vision pour le Congo ni pour les Congolais. François Soudan, de *Jeune Afrique*, a suivi la campagne électorale congolaise. En homme avisé, il dresse le portrait de ceux qui, demain ou l'année prochaine, commanderont aux destinées de la RDC :

" Entre coups bas et anathèmes, discours mégalomaniaques et achats de voix, la campagne électorale des candidats à la présidentielle et aux législatives n'a pas donné l'image minimale de la maturité. La plupart des politiciens congolais sont apparus tels qu'ils sont : nouveaux visages parfois, mais anciennes mœurs, faible leadership et, pour la quasi-totalité, absence sidérante de programme de gouvernement.

Les électeurs ont surtout vu s'agiter devant eux des marchands d'illusions dont les portraits ressemblent comme deux gouttes d'eau à leurs propres caricatures. Des girouettes formatées par des décennies de mobutisme et qui ne se fixent enfin à une opinion qu'une fois mortes ou immobilisées par la rouille. Même les leaders de la société civile ont failli. Prélats manœuvriers, pasteurs scotchés à leur tiroir-caisse, mini-présidents-fondateurs d'ONG, caudillos de partis dont les mots d'ordre naviguent entre xénophobie et appel au boycottage : tous ou presque sont obsédés par l'argent et l'apparat, aucun ou presque n'a intériorisé le concept d'Etat et les valeurs d'abnégation au service d'une nation ».

Le coup d'œil est d'un professionnel, le jugement perspicace : les Congolais ne sont pas encore sortis de l'auberge, et, pour paraphraser le Ghanéen Ayi Kwei Armah, "**l'âge d'or n'est pas pour demain**", nonobstant l'optimisme de la Communauté Internationale.

En marge des élections, les enjeux sécuritaires

Le 26 juin 2006, face à une foule immense d'admirateurs et des curieux venus de tous les coins de la ville de Goma pour l'accueillir, le Président Joseph Kabila égrène la kyrielle des problèmes de cette ville : manque d'eau, déficit énergétique, absence d'infrastructures routières. L'assistance, pourtant subjuguée par la présence de ce jeune Président qu'ils voient pour la première fois, l'interrompt par des cris de plus en plus insistants. " Insécurité ! Insécurité ! ", clame la foule. Le principal problème des populations, le principal défi du pouvoir à venir, c'est la restauration de la sécurité, notamment à l'Est du pays, où différents groupes armés écument les campagnes. Les FDLR- Interahamwe rwandais, les ADF- NALU ougandais, les Mayi Mayi congolais, et même les Forces armées de la RDC (FARDC), brassées et non brassées continuent à terroriser les populations civiles, contraintes à des mouvements perpétuels qui les rendent de jour en jour plus vulnérables.

Mais le nom qui revient souvent lorsqu'on évoque l'insécurité à l'Est est bien celui de Laurent Nkunda. Ce général déchu, fait officiellement l'objet d'un mandat d'arrêt international. Ses hommes contrôlent une bonne partie du territoire de Masisi et font parler la poudre par intermittence à Rutshuru. Dans la région de Kitshanga, ce sont eux qui ont sécurisé le processus des élections.

Lors de son meeting de Goma, Kabila a promis que le sort de Nkunda serait scellé après les élections. Après la publication d'un rapport de Human Rights Watch

recommandant l'arrestation de ce général rebelle, le ministre congolais de la Défense, Adolphe Onusumba, interrogé sur les raisons de l'impunité dont semble bénéficier Nkunda, a déclaré que le contexte du moment ne se prêtait pas à son arrestation. Interrogé sur ce sujet par la presse à Masisi, où il séjournait le 18 août 2006, le gouverneur de la province du Nord Kivu, Eugène Serufuli Ngayabaseka a préféré botter en touche, affirmant que Laurent Nkunda ne contrôlait aucun centimètre carré de la province. Cette cacophonie laisse tout observateur avisé pantois.

Et pourtant, Laurent Nkunda ne se cache pas. La question que tout le monde se pose est donc de savoir pourquoi Nkunda est en liberté. La réponse est à chercher, à mon avis, du côté de ceux qui sont censés l'arrêter. Tout naïvement, certains Congolais ont cru que la MONUC était la mieux indiquée pour cette opération. Voit-on les Uruguayens, les Pakistanais et autres Sud-africains donner leur chair en pâture pour les beaux yeux des Congolais ? Encore une fois, cette manie bien de chez nous d'attendre des autres les solutions à nos problèmes.

Mais en trois années de transition, le gouvernement n'a pas pu monter une armée républicaine, suffisamment motivée pour mener des opérations de grande envergure. Mal payés, mal équipés, certains passant des mois sur les tarmacs des aéroports en attente d'hypothétiques vols pour rejoindre leur lieu d'affectation, les militaires congolais luttent d'abord pour leur survie.

Les élus de demain pourront-ils redresser la barre et mettre en place une armée véritablement inclusive, intégrant toutes les sensibilités congolaises ? Répondre à la question contribuerait à la résolution des cas comme celui de Laurent Nkunda. Encore que les Congolais en ont marre des conflits armés. Cependant, le dialogue intercongolais de Sun City a esquivé cette question fondamentale et les institutions de la Transition l'ont quasiment ignorée, préférant la réserver aux institutions à venir. Ces dernières sauront-elles relever cet énorme défi ?

Conclusion

Les Congolais ont franchi un pas important dans l'appropriation du jeu démocratique. Comme tout apprentissage, celui-ci nécessite que l'on marque des pauses, pour tirer les leçons, non pas pour se glorifier de ses réussites, mais surtout pour se questionner sur les ratés et les échecs. En vue de regarder en face les tas de fumier qu'il faudra tenter d'évacuer, au lieu de les dissimuler dans un coin derrière

la porte. Ma réflexion est une tentative dans ce sens et s'inscrit dans la perspective des futurs scrutins. Le Président et les députés nationaux ont été élus ; il reste à choisir ceux dont les actes, les attitudes et les propos vont influencer directement sur le vécu quotidien des populations.

Chacun se doit de réfléchir à ce qui peut être fait pour que les cinq prochaines années ne soient pas semblables aux cinq dernières, faute d'avoir bien exercé le pouvoir dont il disposait.

*Goma, le 19 août 06
Onesphore Sematumba*

II. LE LOURD FARDEAU DE LA TUTELLE

LA RDCONGO POURSUIVIE PAR LES DEMONS DE SES DECOUVREURS !

Un début de révolution étouffée dans l'œuf.

30 juin 1960-30 juin 2007 !

Le Congo, notre pays, a vieilli de quarante-sept ans en tant qu'Etat indépendant et souverain. Quelle belle fête ce jour-là ! On a de la peine à admettre qu'à peine deux générations sous séparent de ce jour mémorable ! Les Congolais pleins d'espoir, accompagnés par de nombreux citoyens africains et d'autres amis étrangers, sentaient le vent d'une nouvelle ère de liberté souffler sur leur pays en particulier et sur le continent africain en général. Ensemble, ils ont dansé « Indépendance chacha... » pour savourer ce jour nouveau. Uhuru ! Lipanda ! Deux mots en langues vernaculaires pour dire indépendance, criaient adultes et enfants enthousiastes !

Patrice Emery Lumumba, Premier ministre et véritable homme du jour, fier et dans ses élans nationalistes a alors proclamé devant l'histoire et devant le Roi Baudouin des Belges: « **A vous tous chers amis qui avez lutté sans relâche à nos côtés, je vous demande de faire de ce 30 juin 1960 une date illustre que vous garderez ineffaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants.** »

Et d'ajouter : « **Nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants.** » ⁱ

Aujourd'hui, la réalité démontre le contraire : les Congolais ne cessent de croupir dans une misère sans nom. Tous sont unanimes sur l'immensité de la richesse de leur pays, sur sa situation géostratégique au centre de l'Afrique. Le médecin d'origine martiniquaise Frantz Fanon, resté célèbre par ses engagements dans la lutte à côté des révolutionnaires algériens, a parlé du Congo comme la gâchette d'un fusil dont dépend la stabilité du continent africain.

Les richesses auxquelles ce pays a fini par s'identifier (certains parlent d'un scandale géologique) semblent malheureusement être porteuses d'une poisse qui fait le malheur de leurs propriétaires car, de tous temps, elles ont été la source de plusieurs conflits sanglants dont les tenants et les aboutissants sont souvent difficiles à comprendre. La guerre froide qu'a vécu le monde à la fin de la deuxième guerre mondiale a par exemple trouvé un terrain favorable sur le sol congolais au grand dam de sa population, ses intérêts n'étant jamais pris en compte. Quant au rôle stabilisateur que devrait jouer la gâchette, celle-ci a par contre mal tourné et a desservi la paix du Congo et de ses voisins. L'immensité de son territoire à laquelle il faut ajouter la faiblesse de l'Etat, a toujours offert un terreau pour des forces étrangères criminelles de tous bords pour la déstabilisation des pays voisins avec des retombées néfastes sur le Congo. Le rêve de Lumumba s'en trouve ainsi foulé aux pieds. Ce pays prospère et fort qu'il voulait léguer aux générations futures prend les allures d'un mirage. Ses filles et ses fils sont assis sur des richesses naturelles qui font le bonheur des autres ; mais paradoxalement les Congolais ne cessent de croire que leur propre bonheur sera fait par ceux-là mêmes qui les ont toujours spoliés.

La dernière supercherie est ce que les pays puissants, repris en chœur par nombreux congolais, ont qualifié de démocratisation du pays à travers des « élections libres, transparentes et indépendantes » qui ont été organisées l'année passée et cette année. Pour les organiser, les pays puissants n'ont pas lésiné sur les moyens. Comme un rouleau compresseur, ils ont avancé en fermant les oreilles à tous les Congolais qui essayaient de penser que ces élections étaient impossibles dans l'état de déliquescence où se trouvait le pays. Qui parle encore aujourd'hui des élections locales qui pourtant offriraient un véritable terreau pour la démocratie dans le pays ?

L'organisation des élections aux échelons locaux semble être renvoyée aux calendes grecques. Du bout des lèvres, cette possibilité est évoquée pour l'année 2008 et en même temps la Commission électorale indépendante se plaint de ne pas avoir des fonds nécessaires pour le faire. Force est de reconnaître que la tension et l'engouement liés aux élections ont disparu de façon que les élections locales, aux yeux des organisateurs et de leurs bienfaiteurs ne constituent malheureusement pas un vrai enjeu dans la démocratisation du Congo.

Bien avant le début des élections en 2006, le professeur Godefroid Ka Mana avait écrit : **« l'engouement pour l'élection présidentielle et le peu d'intérêt que suscitent les élections locales posent l'épineuse question de la façon dont nous habitons nos localités. Ils sont révélateurs de tout un esprit, de tout un tas de croyances que nous entretenons autour du détenteur du pouvoir politique. Il est celui qui, à partir de son projet de société et de son programme de gouvernement, vient nous aider à résoudre nos problèmes en créant des emplois, les écoles, les hôpitaux, les infrastructures routières, etc. »**ⁱⁱ

(Quelle prémonition par rapport aux cinq chantiers du chef de l'Etat, annoncés après sa victoire électorale !). Et Ka Mana d'ajouter : **« Il est 'l'homme providentiel', le 'Messie' libérateur de tous les maux qui nous assaillent. ... La propagande, la corruption et le clientélisme servent ce dessein. Les remises en question de ces idolâtres sont mises sur le compte de la mauvaise foi, de l'envie, de la jalousie ou de la xénophobie. »**ⁱⁱⁱ

Voilà comment nous avons de tous temps fabriqué par nous-mêmes nos « hommes providentiels » envers lesquels nous devenions ensuite vite incapables de demander des comptes !

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Je pense que plusieurs facteurs ont interagi pour nous amener vers la situation qui est la nôtre aujourd'hui. J'évoque ici ceux qui me paraissent avoir eu un poids énorme et qui, à mon avis, ont pris un caractère structurel de façon qu'il est difficile de les changer durant un ou deux mandats présidentiels, que ceux-ci soient issus des élections démocratiques ou pas. Et pourtant, à défaut de les aborder avec courage et détermination, il sera difficile de voir la vie en rose.

- **Une Histoire tronquée.**

A l'école, tous les petits congolais, aussi bien avant qu'après l'indépendance, ont appris à être fiers des personnes qui nous ont découverts ! J'ai encore fraîche dans

ma mémoire l'histoire de la rencontre de Stanley et Livingstone au Congo, tous les deux venus en mission d'exploration afin de nous 'civiliser' dans cette région au fond des « ténèbres » où nos ancêtres étaient perdus. Et quand il s'agissait de parler de nos anciens rois, référence était faite à Nzinga Nkuvu devenu Joao 1^{er}, Roi du royaume Kongo, après son baptême par les Portugais et sa visite au Portugal.

Courageusement, Lumumba n'a pas hésité à dénoncer cette histoire falsifiée durant son discours le jour de l'indépendance. A la grande surprise du roi des Belges, il a dit : « **Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres.** » Mais, ironie de l'histoire, le jeune Président Joseph Kabila, souvent présenté par certains comme l'héritier de Lumumba, est venu contredire son aîné Lumumba en proclamant du haut de la tribune du sénat belge, le 10 Février 2004 ce qui suit : « **L'Histoire de RDC, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons, à cet instant précis rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers.** » J'ai entendu ce discours au moment où j'avais déjà eu le privilège de lire deux livres de référence (que tout Congolais devrait lire) sur le Congo : « *Les fantômes du Roi Léopold II* » de Hothschild et « *Les yeux dans les arbres* » de Barbara Kingsolver. Voici ce que cette dernière écrit, en reprenant un entretien portant sur les Congolais, entre son père pasteur américain établi dans le Bas Congo et un médecin belge vivant à Kisangani : « **Nous autres, les Belges, nous les avons mis en esclavage et nous leur avons coupé les mains dans les plantations de caoutchouc. A présent, vous les Américains, vous leur payez des salaires de misère dans les mines et vous les laissez se couper les mains eux-mêmes. Pendant que vous, mon ami, vous cherchez désespérément à faire amen honorable.** »^{iv} Cette histoire se passe dans la chaleur des années de l'indépendance. Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui au moment où des villages sont déplacés pour des contrats miniers ? Nous avons l'obligation de réécrire nous-mêmes notre histoire et de la raconter, sans honte aux yeux, à nos enfants et aux étrangers. Car, un peuple sans histoire ou dont l'histoire a été écrite du dehors, n'a pas d'avenir !

- **Une vieille culture d'impunité.**

L'affaire de Kilwa au Katanga vient de nous en donner une nouvelle preuve. Plus d'une centaine des civils sont tués par des militaires. Une société minière étrangère Anvil mining, dans laquelle des congolais puissants auraient des intérêts, aurait

prêté leurs véhicules pour l'accomplissement de cette sale besogne. Après plusieurs mois de pression, le procès commence enfin en décembre 2006. L'arrêt de la cour militaire à Lubumbashi a refusé de parler de crimes de guerre et s'est contenté de condamner à perpétuité deux pauvres malheureux. La société qui a collaboré en donnant ses véhicules a été lavée de tous les péchés. L'organisation des droits de l'homme Asadho a parlé, avec raison, d'un procès complaisant et inique.

Le chef de l'Etat a beau répéter que les portes des prisons seront grandement ouvertes pour punir les malfaiteurs, mais il faut commencer dans les Institutions de l'Etat. Pas une seule ne peut se targuer de ne pas compter en son sein des criminels ! Qu'est devenue la personne qui a lancé le pogrom des Baluba du Kasai au Katanga en 1991 ? Et celle qui a exposé les Tutsi à la vindicte populaire en 1998 ? C'est de même pour les horribles massacres qui ont endeuillé l'Ituri. Toutes ces personnes se trouvent dans les organes dirigeants de la République. Dans l'armée et la police, les grades se sont souvent donnés suivant les mérites à tuer la population.

S'il faut maintenant aborder les dossiers de crimes économiques, nous sommes là devant un véritable scandale. Des mobutistes qui ont, pendant des décennies, paupérisé la population ont utilisé l'argent pris hier à l'Etat pour revenir au pouvoir ! Pourrait-on s'attendre qu'ils fassent amende honorable pour sauver le pays de sa misère ? J'en doute. Que faisons-nous des résultats de l'immense travail que le panel des Nations Unies avait abattu en pointant des personnes physiques et morales ayant pillé le pays ? Plus personne n'en parle ! Et du rapport de la Commission Lutundula qui met en cause plusieurs proches du pouvoir actuel ? Classé sans suite !

Des ministres suspendus du gouvernement de transition en 2003, détourneurs présumés des deniers publics, brassent tranquillement leurs millions ! L'un d'eux, pince sans rire, m'a confié qu'il ne pouvait pas faire autrement quand il était au gouvernement. Il s'est réfugié derrière l'argument disant que tout le monde, même ses collègues restés au gouvernement, faisaient pareil. Une façon de me dire qu'il faut vivre à Rome comme à Rome.

La sagesse africaine nous apprend pourtant que le poisson commence à pourrir par la tête. Jamais on ne pourra envisager de combattre la corruption dans l'administration publique si on ne procède pas au nettoyage à la tête du pays. D'autre part, la démocratisation n'est pas possible sans la justice. Et ce n'est pas

seulement une question d'organiser les cours et tribunaux ou de mieux payer les magistrats. C'est tout un changement de mentalités qu'il faut amorcer.

Un jeune congolais, Cédric Kalonji, qui fait un travail d'image et d'information au public a écrit : « **Les Congolais trouvent toujours le moyen de s'adapter face à la situation qui devient de plus en plus compliquée. Je crois que c'est ça le problème. Au lieu de se révéler, au lieu de refuser ce qui est anormal, nous cherchons des solutions de dépannage et nous allons de plus en plus loin.** »

(www.cedric.uing.net). Ce jeune de Kinshasa a analysé un phénomène qui plonge le Congo dans un éternel recommencement. Les espoirs sont souvent étouffés par des individus véreux à qui l'on donne des responsabilités qui dépassent leurs capacités à diriger des gens et à gérer des biens publics.

Rien à faire si nous voulons avancer : la justice doit l'emporter sur l'iniquité.

- **Notre sécurité, ce n'est pas l'affaire des autres !**

Dans une interview accordée au journal Jeune Afrique le 12 juin dernier, le chef de l'Etat congolais a pris à partie les forces des Nations Unies (la Monuc) dans leur mission au Congo. Il a notamment dit : « **Si la Monuc ne devient pas active, si elle n'obtient pas de meilleurs résultats sur le terrain, si le Conseil de Sécurité ne lui donne pas des instructions dans ce sens, sa présence même n'aura plus peu à peu sa raison d'être. Déjà, les populations de l'Est se demandent parfois à quoi elle sert.** »^v La réaction du porte-parole de la Monuc ne s'est pas fait attendre. Kemal Saiki, à la radio Okapi captée le 28 juin à Goma, a rétorqué : « **la défense de l'intégrité territoriale d'un pays, d'une Nation souveraine ainsi que de sa population est la responsabilité première, principale, primordiale, cruciale, incontournable d'un Etat et je la renvoie à la raison d'être de l'Etat et de son autorité.** »^{vi}

Je pense que la Monuc aborde à travers cette déclaration un sujet qui mérite une attention particulière. En effet, le Congo est-il à ce jour une Nation souveraine, malgré les élections qui ont eu lieu ? Peut-on se proclamer souverain si on est incapable de protéger sa population et ses frontières ? La période post électorale a été suivie d'une série d'événements curieux et qui restent encore aujourd'hui à élucider ! La police angolaise a occupé, sans sonnette ni trompette, douze villages se trouvant sur la longue frontière angolo-congolaise. Malgré les cris de la population locale et de leurs chefs coutumiers, plusieurs mois sont maintenant passés, période durant laquelle les hautes autorités de l'Etat penchent plutôt vers l'idée de donner raison aux envahisseurs ! Le rapport de l'enquête parlementaire a longtemps traîné dans les tiroirs du parlement comme si quelque chose gênait sa publication. Que cacherait ce manège ? Une manière de récompenser l'Angola

pour des services rendus en lui accordant les villages de Kahemba connus pour ses richesses de diamant ? Un Etat souverain n'adopte pas un tel comportement quand il est envahi par des forces extérieures. Une attitude si ambiguë envers pareille situation pourrait conduire vers la répétition de tels actes par d'autres. D'ailleurs, les medias ont parlé sans insistance des villages désertés par des congolais à Aru (province Orientale) et occupés par les forces combattantes soudanaises du SPLA.

A part les affaires décrites ci-dessus, la présence des miliciens rwandais, nourris par l'idéologie qui a décimé un million des gens au Rwanda, reste un défi majeur pour le Congo. Ces miliciens contrôlent aujourd'hui un territoire beaucoup plus grand que leur propre pays. Périodiquement, ils sèment la mort et la désolation dans la population congolaise abandonnée à elle-même. Divers témoignages parlent de leur intégration dans les circuits économiques, en complicité avec des citoyens congolais. On ne peut pas analyser leur situation sans faire référence à leur passé au Congo. Au moment des rébellions de 1998-2003, ils ont servi le pouvoir de l'époque sous l'étiquette de l'armée nationale. Sans doute qu'ils en ont profité pour tisser des relations qu'elles entretiennent encore aujourd'hui. Dès lors, d'où viendra la volonté politique de les neutraliser ? Devant notre incapacité de le faire, comment penser un seul instant que mieux que nous des forces étrangères viendront s'en occuper ? Je trouverais aberrant que des Indiens, Uruguayens ou Pakistanais pénètrent dans la jungle congolaise pour faire la chasse à des malfaiteurs qui y vivent depuis plus d'une décennie. Les Congolais seraient-ils eux-mêmes prêts à aller mourir au Pakistan ou en Inde pour protéger les populations de ces pays ?

Aborder cette question, c'est s'interroger sur les capacités de l'armée nationale de remplir son devoir envers le pays et sa population. Beaucoup a été dit sur ces forces de défense nationale.

Aldo Ajello qui a été envoyé spécial de l'Union européenne dans les Grands Lacs pendant plus de dix (1996-2007) n'a pas mâché ses mots en disant avant son départ de ce poste : **« L'armée est un problème gigantesque. Elle est mal payée – parfois pas payée – pas équipée, pas nourrie, n'a aucune discipline et est dirigée par des officiers et sous-officiers dont le but principal est de se remplir les poches et qui, pour la plupart, connaissent mieux les couloirs du palais présidentiel que les champs de bataille ou sont issus des rébellions et dépourvus de formation militaire réelle. Il faut nettoyer tout ça. »**^{vii} Pour lui : l'armée, la police et la justice doivent subir un véritable aggiornamento. En fait, plus qu'une réforme du secteur

de sécurité, il s'agit d'une redéfinition de ce secteur. Des origines à nos jours, les forces de sécurité ont toujours été à la solde des individus pour la défense de leurs intérêts. Sous le règne du roi belge Léopold II et ensuite de la colonisation, les Congolais sous les drapeaux n'étaient autre chose que des forces de répression pour faire marcher la population saignée à blanc par des travaux forcés visant à exploiter des ressources à exporter pour les poches du roi, de sa famille et de ses amis. Le caoutchouc, les mines ont ainsi emporté la vie des millions de congolais dont on a si peu parlé jusqu'à présent. Une autre mission était celle de mater des rébellions ou des révoltes initiées par des populations ayant compris que leurs intérêts n'avaient pas été tenus en compte par les dirigeants.

Qu'est-ce qui a changé après la colonisation ?

Les nouveaux dirigeants ont retenu la leçon du passé en s'entourant des milliers de gardes du corps au moment où l'insécurité battait son plein dans nos villages et villes. Seul le nom a changé : de la Force publique coloniale, on est passé aux divisions spéciales de protection des individus privilégiés. La répression des civils, elle, n'a pas changé. On a beau parler de brassage pour avoir un nouveau jus, mais si les jus mélangés ne sont pas frais : que peut-on attendre de la mixité ? Devant notre incapacité de veiller à notre sécurité, comme je le dis ci-dessus, nous pensons que des étrangers vont le faire à notre place. C'est ainsi que nous nous faisons l'illusion de penser que les troupes des Nations Unies partiront de notre pays après nous avoir ramené la paix. C'est avoir la mémoire courte !

En effet, l'Histoire nous apprend qu'après la mort de Lumumba en 1961, l'ONU a assumé les fonctions essentielles de l'Etat congolais. Curieusement, c'est avec 20000 hommes de troupe (à peu près le même chiffre qu'aujourd'hui) qu'elle assura l'ordre public. En plus, elle s'occupa des services sociaux et économiques à la place de l'Etat moribond. Le pays était visiblement sous tutelle. Les actions et la présence de l'ONU contribuèrent cependant à exacerber les contradictions entre la classe dirigeante et la population. Celles-ci furent étouffées par cette présence massive étrangère. Il n'est pas étonnant, disent beaucoup d'historiens avisés, que le retrait de Nations unies ait cédé la place à la rébellion muléliste qui se répandit sur les deux tiers du pays et occasionna la mort de centaines de milliers des gens. L'Histoire pourrait se répéter demain si les congolais ne s'engageaient pas à prendre à bras le corps leur destin. S'ils continuent à refuser de se regarder dans les yeux pour se dire la vérité.

- **Un leadership politique défaillant et corrompu.**

Les élections qui viennent de se dérouler au Congo ont été couvertes d'éloges, comme nous l'avons vu dans les lignes précédentes. Certains n'ont pas hésité de les citer en modèle en Afrique ! Qu'elles aient fait renaître de l'espoir auprès d'une population meurtrie par plusieurs décennies de gabegie et d'insécurité, il n'y a nul doute.

Cependant, l'occasion nous a été donnée de jauger d'ores et déjà le nouveau leadership politique qui s'est mis en place par la volonté des urnes. Les élus du peuple n'ont pas hésité de s'enrichir par l'argent de corruption durant l'élection des sénateurs et de gouverneurs de province. Nombreux ont été ceux dont le train de vie a scandaleusement changé du jour au lendemain. Cette façon d'agir est inquiétante par rapport au changement attendu.

En effet, en Afrique plus qu'ailleurs le leadership politique est important dans la transformation de la vie des gens.

Ka Mana n'a pas hésité de dire : « **Parmi les causes qui expliquent la situation désastreuse du continent africain dans l'ordre mondial actuel, l'absence d'un leadership politique efficace et d'une gouvernance responsable mérite une attention particulière de tous ceux et toutes celles qui veulent changer le destin de nos pays.** »^{viii}

Les élections à elles seules ne suffisent pas pour pallier cette carence.

Le leadership politique congolais en particulier, et l'élite en général risque de constituer le véritable frein au changement radical tant attendu par la population. Celle-ci se comporte souvent comme un corps étranger face aux difficultés que connaît le pays. C'est elle qui prend le gros morceau du gâteau national pour ses dépenses de luxe dans un pays classé parmi les plus pauvres du monde. Ainsi, nous avons vu le Président et ses quatre Vice-présidents, les ministres, durant la période de transition (2003-2006), s'attribuer des salaires et des frais de fonctionnement capables de payer les émoluments de tous les travailleurs. Même les députés, censés représenter la population, n'ont pas hésité de dépenser leurs énergies à réclamer à corps et à cri des véhicules neufs qu'ils ont fini par obtenir. Des bus offerts par la coopération internationale pour leur transport ont moisie dans un garage à Kinshasa.

Un tel comportement est tout simplement immoral dans un pays où les gens meurent de faim, ont du mal à se faire soigner et où le transport public est quasi inexistant.

Face à ce défi, Ka Mana propose un leadership communautaire et l'engagement de nos populations dans la pratique d'une gouvernance solidaire. Ce leadership est avant tout l'émergence d'une conscience : la prise en compte des intérêts communs et la participation de tous et de toutes aux rouages par lesquels les décisions sur ces intérêts sont prises.

Tout un défi pour la nouvelle territoriale et le nouveau pouvoir au Congo. Dans plusieurs endroits, le vote a été ethnique soit à cause des tribus majoritaires ou tout simplement comme résultats des tricheries. Dès lors, le risque de travailler sur la base des profits individuels ou claniques ou tribaux, comme le dit Ka Mana, est énorme. Et pourtant, la paix ne peut se bâtir que sur un bonheur collectif à construire en tenant compte des identités communautaires et tribales.

La démocratie que nous recherchons tant dans notre pays doit tenir compte du caractère plural qui caractérise notre société. Comme le dit Lijphart : « **Une société plurale est une société divisée par des clivages segmentaires. Ces clivages peuvent être de nature religieuse, idéologique, linguistique, régionale, culturelle, raciale ou ethnique.**»^{ix} Il en conclut qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre démocratie et sociétés plurales ; mais plutôt entre sociétés plurales et démocratie 'majoritaire'.

Pour s'en sortir, il prône l'**approche consociative**. Cette approche est basée sur l'abandon du principe majoritaire, sur base duquel une simple majorité politique suffit pour contrôler la prise de décision politique. **Les quatre éléments de principaux constitutifs de cet abandon sont la grande coalition, la proportionnalité, l'autonomie segmentaire et le droit de veto.** La grande coalition garantit la participation de représentants de tous les segments impliqués dans la prise de décision politique. La proportionnalité est un principe de représentation, notamment au niveau du parlement, mais également dans l'administration publique et dans l'allocation des budgets. L'autonomie segmentaire concerne la gestion de certains domaines qui sont étroitement liés à l'identité même des segments et qui ne concernent que les membres d'un même segment (comme par exemple l'utilisation de la langue dans l'éducation). Pour certaines matières de haute importance, un droit de veto élimine le risque qu'un segment minoritaire soit marginalisé par la majorité et de facto, exclu de participation au processus de prise de décision. Quand des intérêts vitaux d'un segment minoritaire sont en jeu, le droit de veto lui assure une protection essentielle. Lijphart dans la présentation de son approche termine par un élément qui est nécessairement présent au niveau de chaque pilier. Il s'agit de la coopération entre élites segmentaires. Au-delà des

arrangements institutionnels et des procédures, le comportement coopératif des leaders de chaque segment est d'une importance essentielle.

Ce dernier élément me rappelle la riche expérience du Barza intercommunautaire au Nord Kivu que Pole Institute avait accompagné durant la période de transition. Des leaders de toutes les communautés étaient en train d'inventer une nouvelle manière conviviale de régler les conflits entre leurs communautés. Pour multiples raisons que je n'évoquerai pas ici, cette expérience a connu une mort lente en laissant un vide dans la dynamique de dialogue entre les citoyens du Nord Kivu. A la place, nous avons eu une démocratie née des élections libres avec la prédominance d'une communauté sur les neuf existant dans la province. Les Nande dont il s'agit ont des majorités écrasantes tant au niveau du parlement national que provincial. Pour la représentation du Nord Kivu au parlement national, sur les 42 sièges de cette province, ils ont 26 députés ; quant au niveau provincial, ils disposent de nouveau de plus qu'une majorité simple. Suit un autre groupe majoritaire, les Hutu qui ont 12 sièges au niveau national et presque autant au niveau provincial. Les autres communautés minoritaires se contentent de peu de places sinon de rien du tout. Dans cette dernière catégorie, il faut compter les Kano, les Tembo, les Kumu et les Mbuti pas du tout représentés dans l'assemblée nationale et les mêmes, sauf un Kumu, plus les Tutsi sans représentation dans l'assemblée provinciale. Un autre élément intéressant d'observer à travers les statistiques, c'est l'occupation par les Nande de tous les 25 sièges de la partie appelée Grand Nord de la province (Beni, Lubero) et celle de 7 sièges sur 8 par les Hutu dans le territoire de Rutshuru.

Dans quelle mesure ces représentants du peuple vont être les avocats de toutes les communautés ? Les premiers signes montrent que la paix risque de souffrir de cette démocratie des chiffres. Par exemple, quels mécanismes mettre en place pour une répartition juste et équitable des postes dans les nouvelles institutions provinciales ?

L'écrivain français Antoine de St Exupéry n'avait-il pas dit : « **Il est malheureux d'être heureux seul.** » ?

Et pourtant, la décentralisation qui cahin-caha est en train de se mettre en place offre une occasion en or pour un dialogue constructif entre les communautés dans les provinces. Les populations des provinces accompagnées de leurs nouveaux leaders politiques sauront-ils saisir la balle au bond ? Seul l'avenir nous le dira.

- **Dangereuse politique de bouc émissaire.**

Les émeutes à caractère tribal qui ont eu lieu, en ce début du mois d'août 2007, à Moba sont venues rappeler comment la question sur la réconciliation nationale continue à se poser avec acuité. Il a suffi que des tracts et des rumeurs circulent au sujet d'un certain retour des Tutsi congolais dans cette région pour qu'une émeute éclate !

Les Nations Unies, accusées d'œuvrer pour ce retour, ont été attaquées et ont subi d'importants dégâts matériels ainsi que des blessés parmi ses agents. Devant cette situation, la Mission des Nations Unies en RDC (Monuc) a publié le 3 août dernier un communiqué de presse dont le ton montre l'urgence de regarder de près cette question. Le communiqué porte le titre : « **Incitation à la haine intercommunautaire.** »

Ci-après quelques passages :

« C'est avec une grande inquiétude que la Monuc note la multiplication de rumeurs, de discours, de tracts, d'émissions de radio et de télévision, d'articles de presse ou de manipulation des foules, faisant appel à l'incitation à la haine intercommunautaire, ethnique ou tribale, à l'intolérance, à l'exclusion et à la xénophobie. De tels propos sont tenus et colportés avec une fréquence grandissante dans plusieurs parties de la RDC, notamment à Kinshasa et à l'Est de la RDC, en particulier dans les Kivus, où le risque de voir se creuser davantage le fossé, entre les diverses communautés qui y vivent est bien réel. »

Si les Nations Unies crient haut et fort aujourd'hui en dénonçant cette manifestation de haine et ces fissures entre les communautés, c'est sans doute parce que ses propres intérêts ont été directement visés et qu'elles se sont vues obligées d'évacuer ses agents. En effet, ce phénomène n'est pas nouveau dans le pays et un prix lourd a été payé par la population congolaise. Le devoir de mémoire me pousse à évoquer ici des faits récents que l'histoire de notre pays nous rappellera un jour. En 1991, sous l'incitation des autorités locales et nationales, combien des Baluba du Kasai établis dans diverses localités de la province du Katanga n'ont-ils perdu leurs vies ou ont été gravement blessés? Les rescapés de ce pogrom ont vu leurs biens pillés ou détruits et nombreux sont partis s'installer au Kasai par leurs propres moyens ou en jouissant de maigres moyens mis à leur disposition par les habitants locaux. Qui parle encore des auteurs de ces forfaits ? Au contraire, comme signalé ci-dessus, nombreux d'entre eux ont bénéficié de hautes promotions dans les institutions de l'Etat.

D'une manière récurrente, les Tutsi congolais sont devenus la cible privilégiée de l'exclusion et de l'intolérance. Combien de fois les membres de cette communauté

n'ont-ils été humiliés publiquement par des jets de pierres, injures, voies de fait, etc. ? Combien de personnes ont péri par le simple fait d'appartenir à cette communauté ? Les survivants de ces massacres dont le summum a été atteint au moment des actes de génocide de 1998 sont actuellement dispersés à travers le monde. Les agences des Nations Unies leur ont trouvé asile dans différents pays qui ont accepté de les accueillir car ils étaient devenus indésirables dans leur propre pays.

Des milliers d'entre eux croupissent depuis plus d'une décennie dans des camps de réfugiés établis dans les pays voisins. A l'exemple des événements du Katanga évoqués précédemment, les personnes qui ont poussé à l'élimination des Tutsi en 1998 ont été gratifiées par des postes importants dans les hautes sphères de l'Etat. Dans ce cas, comment oser parler de l'établissement d'un système démocratique, après des élections libres et transparentes si de telles situations peuvent encore se répéter aujourd'hui ?

L'expérience a montré le rôle joué de tous temps par les autorités ou les leaders des groupes ethniques dans ces actes de violence.

D'ailleurs, le communiqué de la Monuc déjà cité ci-haut, est clair là dessus quand il dit : **« Ceux qui tentent de manipuler la population pour servir leurs desseins, quels qu'ils soient, ne devraient pas oublier les conséquences tragiques de tels agissements dans l'Histoire de la RDC et de bien d'autres pays. »**

Toutefois, se limiter à ne faire que l'analyse de la responsabilité des autorités tant nationales que locales me paraît partiel, dans la mesure où elle oublie que derrière les motivations des calculs politiques se sont développées des peurs et des passions au sein des communautés et même des individus qui font partie de la population. Ceux-ci ont leur propre responsabilité dans cette situation. Parler de responsabilité ici ne veut pas dire qu'ils sont coupables. Je me refuse à lire la réalité sociale d'une manière manichéiste en ayant d'un côté des bons et de l'autre des méchants, comme on peut le lire dans différentes publications sur la RDC. Par contre, quand je parle d'être responsable, je voudrais dire que le problème à résoudre ne doit pas attendre la volonté des autorités ou de la communauté internationale. Il revient aux gens eux-mêmes d'abord de penser à la coopération et au dialogue entre eux.

Il est malheureusement fort dommage de remarquer que les personnes ou les institutions incarnant l'autorité morale sont de près ou de loin mêlées à ces scènes de discrimination et de xénophobie. Ainsi, des chefs d'églises n'hésitent pas de

propager des messages exposant à la colère populaire une communauté en la confondant avec des personnes qui ont pris des armes pour exprimer leurs revendications. Dans les événements de Moba, le Vice-gouverneur du Katanga a parlé de la manipulation de la population par les responsables de la société civile.

La construction de la paix et de la démocratie que nous recherchons tant en RDC n'est pas possible sans l'apport de toutes les communautés nationales, leurs différences faisant la richesse de tous car : « **L'autre que je méprise, cet autre qui me fait peur, cet autre qui est la cause de mes malheurs, cet autre que je domine et maîtrise n'appartient pas forcément à une autre race** » a écrit Charles Rojzman.^x

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi.

Goma, Aout 2007.

2. La re-création d'un Etat sous tutelle ? Qu'en est-il du rôle de la Communauté Internationale?

Par Christiane Kayser

L'histoire de la République Démocratique du Congo, ex-Zaire, ex-Congo Belge, expropriété personnelle du roi Léopold II de Belgique, aussi nommée « cœur des ténèbres » est marquée par l'empreinte de ce qu'on appelle de nos jours « la Communauté Internationale ». La création même de l'Etat congolais comme propriété privée du roi Léopold II fut consacrée un quart de siècle plus tard lors de la Conférence de Berlin de 1885 par les autres puissances coloniales. En contrepartie, le roi déclara le Congo « zone de libre commerce » où tous pouvaient désormais se servir : une décision néolibérale avant l'heure qui détermine le destin du Congo jusqu'à ce jour.

En effet, à la notable exception du court interlude lumumbiste qui s'est terminé par l'assassinat sans scrupules de celui qui menaçait les intérêts « internationaux » au Congo, cet énorme pays au cœur de l'Afrique centrale s'est toujours retrouvé dans une logique d'Afrique « des Comptoirs ». Commerçants et marchands de tout genre, pilleurs et trafiquants y ont sévi sous couverture du placet de la Communauté Internationale du moment.

Désormais un nouveau chapitre ?

Après les accords de paix, une transition de plusieurs années et un processus électoral, le tout chapeauté, financé et boosté par la Communauté Internationale, la RDC entre désormais dans une phase de reconstruction, refondement ou re-création de l'Etat. La plupart des observateurs s'accordent sur le fait que la condition première d'une paix stable et durable est l'existence d'un Etat de droit assurant la sécurité des populations et des services de base.

Qu'en est-il alors des hypothèques lourdes du passé et qu'en est-il du rôle de la Communauté Internationale dans cette nouvelle phase de l'histoire du Congo?

D'abord il faudra définir de quel Etat il est question. Le processus électoral et la mise en place des institutions se sont fait « à l'occidentale », c. à.d. en référence aux injonctions et modèles des bailleurs du processus. Il y a un aspect quelque peu « théâtral » dans tout cela et très peu de liens avec le quotidien des populations.

Mais parallèlement, la négociation des intérêts, la gestion des conflits, etc. se font de façon décentralisée, sur base d'un autre modèle de gouvernance plus « réel » et enraciné dans les pratiques et traditions.

Le chercheur Mahmood Mamdani, originaire de la région des Grands Lacs, développe une hypothèse intéressante pour expliquer cette dualité.

Pour lui la théorie des Etats défaillants néglige l'essence même de ces Etats. Oui, les Etats apparents, ceux qui avaient été mis en place lors de la colonisation comme copies des Etats occidentaux ont échoué. Mais la gouvernance étatique en Afrique est le fruit d'une autre histoire, l'histoire de conquêtes. Les pouvoirs coloniaux changeaient la nature de l'Etat selon la nécessité de soutenir une occupation par des forces étrangères. Pour y arriver il fallait une dualité de pouvoir étatique. D'un côté il y avait le pouvoir civique et moderne et de l'autre le pouvoir traditionnel. L'Etat central appliquait les lois modernes, alors que la chefferie locale gérait selon les us et coutumes traditionnels.² Les Britanniques nommaient cela « Indirect

²Mahmood Mamdani, Understanding the DR Congo, Mail and Guardian, Johannesburg, South Africa, 2/11/1998: *“Instead of starting with the state that European colonialism actually created in Africa, this thesis assumes the state in Africa was the result of an attempt to reproduce the European state under African conditions. Hence the conclusion, that the attempt to imitate the original has failed. The difference between the two is seen as evidence of an African failure, and understood as a collapse. But the state in Africa is a product of a different history, a history of conquest. Colonial powers reformed the nature of the state as they attempted to generate support for alien rule. The British took the lead with a reform called “indirect rule”. Others, including the French and the Belgians, followed suit. It is this reform which begins to explain what is different about the state in Africa. Indirect rule re-organised colonial power as two distinct authorities, each ruling through a different legal regime, one civic and the other customary. Civic power ruled through civil law, which was legislated by the central state. In contrast, customary law was enforced by a native authority whose seat was the local state. Civil law claimed to speak a universal language, that of rights, but it excluded natives on the grounds they were creatures of habit who needed to be ruled through a regime that would enforce custom. Even then, colonial powers did not create a single customary law and a single customary regime ruling all natives. Claiming that each ethnic group had its own custom, colonial powers created a different set of customary laws for each ethnic group, and a separate native authority to enforce each set of laws. The result was a Janus-faced power with a difference: while civic power was racialised, the native authority was ethnicised. The point is, what holds Congo together is not as much the civic power in Kinshasa and Kisangani, and so on, but the hundreds of native authorities that control the bulk of the population in the name of enforcing*

Rule », Les Français et les Belges utilisaient d'autres stratégies. Au Congo les Belges essayèrent de maîtriser les chefferies en les transformant en administration locale dépendant de l'Etat colonial. Dans tous les cas, la gouvernance coutumière fut fragmentée en mille morceaux selon les communautés ethniques qu'elle concernait. Le pouvoir civique « moderne » était de nature raciste et le pouvoir coutumier de nature ethnique. Lors des indépendances, l'Etat postcolonial a dé-racialisé du moins théoriquement la gouvernance civique, centrale et « moderne ». La « race » et les racines d'une personne ne devaient plus être pris en compte par rapport à sa citoyenneté. Mais l'identité coutumière continua d'être vue et vécue comme ethnique. Cela créa une double citoyenneté : d'un côté civique, de l'autre ethnique. La citoyenneté civique est individuelle, basée sur la Constitution et des droits politiques, elle est surtout liée à l'appartenance à un Etat central. La citoyenneté ethnique est communautaire, elle confère des droits non écrits essentiellement sociaux et économiques. L'accès à la terre est un élément crucial de cette citoyenneté. La protection sociale et physique en est une autre.

L'identité ethnique est donc un élément essentiel pour la survie économique et physique des populations pauvres. Cela permet de comprendre les replis identitaires lors de tensions et conflits. Cela permet également de saisir pourquoi la manipulation ethniciste a beau jeu et a d'ailleurs repris de plus belle depuis le début du processus électoral. Mais cela explique également pourquoi le vrai pouvoir en RDC n'est pas à Kinshasa, dans la capitale centrale. Il n'est même pas encore ancré au niveau provincial par exemple à Kisangani, Lubumbashi, Goma, Bukavu ou Bunia. Il est justement éparpillé dans de milliers de chefferies que Mamdani compare à une collection de « bantoustans ».

Un autre élément crucial qui en ressort est la source de la division néfaste entre « autochtones » et « non-autochtones », originaires et non-originares qui alimente les conflits aigus non seulement en RDC mais dans un certain nombre de pays africains. Qu'arrive-t-il lorsque l'on retire à certains groupes de populations l'appartenance à l'Etat central, donc leur citoyenneté civique, sur base de leur citoyenneté ethnique qui mettrait en doute leur nationalité? L'évolution de ces

"custom"..... The post-colonial state de-racialised the civic identity; civic citizenship stopped recognising any difference based on race or place of origin. But it continued to reproduce the native identity as ethnic. The result has been a bifurcated citizenship: one civic, the other ethnic."

dernières années en Côte d'Ivoire, mais aussi en RDC montre les conséquences néfastes de telles démarches.

Or toute construction ou re-création de l'Etat doit prendre en compte ces données de base et trouver des solutions qui sécurisent tous les citoyens et leur donnent des droits égaux, tout en luttant contre la fragmentation des territoires en fiefs de chefs de guerre. Quelle ironie amère : les décideurs de la Communauté Internationale semblent ignorer ces faits historiques et ne les incluent pas dans leurs stratégies, alors que les deux dernières guerres parties de l'Est du Congo étaient fortement alimentées par cela et que dans plusieurs parties du pays (Bas Congo, Katanga, Nord- et Sud- Kivu, Ituri) les conflits continuent de faire des ravages, les mêmes causes créant les mêmes effets !

Les priorités pour l'avenir. La MONUC jusqu'à quand ?

Au lieu de repenser sa contribution à une refondation de l'Etat en prenant en compte ces éléments, la Communauté Internationale semble privilégier une approche paternaliste que certains Congolais vivent comme une mise sous tutelle :

- En réponse au problème crucial de la sécurité, une réforme des secteurs sécuritaires ignorant royalement les problèmes issus de la citoyenneté ethnique est soutenue et financée : les ratés du brassage montrent la limite d'une telle approche. Le mixage, fruit d'une négociation entre belligérants, avec les avantages et désavantages que cela comporte, est désavoué par la Communauté Internationale, sans qu'elle propose une solution de rechange au Nord Kivu.
- Parallèlement la MONUC est affichée comme le seul rempart contre la descente aux enfers de nouveaux conflits militaires généralisés. Or si on connaît le coût exorbitant de cette troupe onusienne, ses limites et ses incapacités réelles sur le terrain, par exemple lors des derniers combats à Kinshasa en mars 2007, mais également dans les deux Kivu, on en est réduit à la voir comme un facteur psychologique de sécurisation des populations congolaises.
- La révision des contrats miniers et le débat autour des questions d'exploitation des ressources de la RDC sont mis en avant par certains parlementaires congolais et par une partie de la société civile congolaise. Par ailleurs les pays donateurs et leurs industries expriment un renouveau d'intérêt dans l'exploitation officielle des ressources congolaises. Mais ces

questions de fond par rapport à la réorganisation économique du pays exigeraient un nouveau départ avec des règles strictes qui cassent la logique de «l'Afrique des Comptoirs». Il faudra encore beaucoup de conscientisation, de lobbying national et international et de mise en place d'institutions parlementaires effectives pour y arriver : Le rapport de la Commission Lutundula n'a toujours pas été publié officiellement en RDC. La bataille rangée entre compagnies minières de diverses origines continue et la redistribution par exemple du gâteau katangais est liée à des intérêts directs de la famille présidentielle.

- L'accompagnement du processus de paix par la Communauté Internationale a été vécu souvent comme une déresponsabilisation des différents acteurs congolais. Au vu de la faiblesse de la classe politique congolaise et du manque de relais connus et fiables entre l'Etat central, les provinces et les villages, le potentiel des populations congolaises qui ont développé des stratégies de survie pendant les longues années de crise et de guerre n'est pas assez valorisé dans les programmes de la Communauté Internationale. Dans les domaines des services de base, notamment des infrastructures, de l'éducation et de la santé, des investissements à longue durée sont nécessaires mais sous condition que les programmes soient appropriés par les responsables congolais étatiques et non-étatiques concernés.
- La reconnaissance et le renforcement des capacités des acteurs congolais ne sont hélas pas toujours privilégiés dans les faits par rapport au parachutage d'experts expatriés en tous genres.
- Le processus électoral est parfois déclaré fini, alors que les élections locales prévues initialement semblent avoir disparues des discours officiels et des déclarations des missions internationales. Or les niveaux local et provincial sont des passages obligés pour la construction de la gouvernance.
- Les processus de développement sous-régionaux (conférence des Grands Lacs, réactivation de la CEPGL, etc.) sont des éléments essentiels pour une paix durable en RDC. Il faut espérer que les divergences d'intérêt entre les différentes parties de la Communauté Internationale ne vont pas fragiliser ou faire capoter des initiatives.

Sortir d'une logique de tutelle

Dans un atelier sur la gouvernance en Afrique organisé par Pole Institute au Cameroun en 2005, les participants ont mis en avant notamment les points suivants :

- « Il s'agit de reconnaître que la gouvernance se construit sur base de luttes pour le pouvoir et négociations d'intérêts. La négociation et l'application de règles et normes claires et transparentes au niveau local dans le cadre de lois d'orientation centrales a fait ses preuves dans de nombreux cas tant dans le passé qu'actuellement. Il s'agit donc d'œuvrer pour des systèmes étatiques avec **des lois d'orientation générales au niveau central** et des négociations de **conventions locales engageant les parties concernées au niveau local**.
- **Les violences des pauvres** sont souvent une réaction aux **violences structurelles**. L'on ne peut travailler par rapport aux premières sans s'en prendre aux deuxièmes.
- L'insécurité physique couplée à l'insécurité économique devient une **insécurité existentielle** qui jette les populations dans des crises aiguës qui deviennent souvent chroniques et engendrent la violence comme mode de survie, l'exclusion et la haine comme bases de la relation avec l'autre. Dans des pays comme la RDC ou la Côte d'Ivoire **l'insécurité est devenue un mode de gouvernance.** »³

La RDC se trouve à un tournant : les choses pourraient hélas évoluer comme il y a quarante ans, lorsque la Communauté Internationale parrainait la prise du pouvoir par un jeune homme brillant sur lequel elle misait tout : Joseph Désiré Mobutu devint un des dictateurs les plus nocifs et sanglants d'Afrique et maintint le Congo et la majorité des Congolais dans une situation de dépendance et de dénuement extrêmes. Aujourd'hui aussi la Communauté Internationale mise sur son poulain : le président élu Joseph Kabila qui pour certains paraît aussi prometteur que ne le fut naguère Mobutu. L'histoire a montré qu'il ne suffit pas de conférer la légitimité à un leader, qu'elle sorte des urnes ou des fusils. La refondation d'un Etat nécessite d'autres efforts.

Sur base du lourd passé historique et de l'importance de la RDC pour la stabilité de la sous-région, il est de la responsabilité de la Communauté Internationale de faire des efforts conscients pour sortir des logiques paternalistes et d'exploitation

³ Voir aussi Regards Croisés n°17, www.pole-institute.org

légüées par la colonisation et l'ère Mobutu. Il s'agit de miser sur la créativité et les capacités de survie des populations congolaises tout en soutenant la mise en place de cadres de gouvernance efficaces et sécurisants pour que la RDC valorise ses potentiels et trouve une place digne aux niveaux régional et international.

*Christiane Kayser,
Goma, 22/6/07*

III. LES ELECTIONS EN RDC : NOUVEAUX DEFIS ET VIEILLES PRATIQUES

1. Après la proclamation des résultats provisoires, Kinshasa s'énerve, l'Est retient son souffle

par Onesphore Sematumba

23 août 2006

Silence, on pleure

Goma, mardi 22 août 06, 17 heures 30 minutes locales. La ville, qui était sortie de sa torpeur consécutive à la publication des résultats provisoires de la présidentielle et dont les habitants avaient renoué avec leur traintrain quotidien, explose littéralement. Un vent d'euphorie, né de nulle part, parcourt les artères principales, porté par les motards, toujours prompts à véhiculer le tintamarre. Juchés sur leurs engins, ils ont subitement troqué leurs casques de sécurité contre les képis à l'effigie de Joseph Kabila Kabange (JKK), le président en exercice, sorti premier au scrutin du 30 juillet mais contraint au second tour par Jean-Pierre Bemba Gombo (JPB), un de ses vice-présidents. Comme une traînée de cendres volcaniques, la " nouvelle " s'infiltré dans tous les quartiers : Joseph Kabila vient de remporter l'élection présidentielle au premier tour ! Quant à son concurrent, on le dit tantôt aux arrêts, tantôt en exil en France. Une demi-heure plus tard, un silence de plomb s'abat sur la ville. Vérification faite, la " nouvelle " est redevenue ce qu'elle était dès le départ : un canular.

Un canular qui a eu le mérite de mettre à nu la frustration et la peur des électeurs de Goma. La frustration, d'abord. En effet, après avoir voté globalement à plus de 85% pour le candidat n°7 (ainsi qu'on désignait JKK, en référence à son numéro d'ordre sur le bulletin de vote), l'Est n'a toujours pas compris comment cela n'a pas suffi pour porter son champion au pouvoir. L'Est s'estime pour le moins victime des magouilles des Kinois qui, selon une opinion largement répandue, ont toujours porté leurs compatriotes " de l'intérieur " en mince estime. La nécessité d'un deuxième tour, " par la faute des Kinois ", a porté donc un rude coup à la fierté des montagnards. D'où cette frustration et ce deuil que la plupart portent mais que personne n'avait osé revendiquer, jusqu'au canular d'hier.

La peur, ensuite. Sitôt l'effet de surprise passé, les électeurs ont réalisé toute

l'incertitude qu'impliquait ce deuxième tour. A l'Est, tout comme à l'Ouest d'ailleurs, tout le monde a compris qu'une fois le compteur remis à zéro, tout redevenait possible. Et dans un contexte politique où la culture du débat est quasi inexistante, la tentation est grande d'évacuer l'adversaire au lieu de l'affronter. Ainsi, pendant la campagne électorale à Goma, une effigie géante du candidat Azarias Ruberwa avait été placée au croisement des axes menant vers les quartiers Katindo, Himbi et le port dit Bisengimana, non loin de l'hôpital général de Goma. Un matin, l'on se rend compte de la disparition de l'effigie. L'on apprendra plus tard dans la journée qu'elle avait été retrouvée mutilée, du côté de la " petite barrière ", à la porte du Rwanda. Meurtre symbolique, et évacuation de l'adversaire. La même construction mentale a donc prévalu dans la prétendue arrestation de Bemba ou son exil.

Kabila vs Bemba : le tandem inattendu

Pourquoi Bemba fait-il si peur à l'Est ? C'est tout simplement parce qu'il est l'invité surprise dans un duel qui avait été pensé entre Azarias Ruberwa et son RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) et JKK et le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie). Pour une grande partie de l'Est de la RDC, naguère sous administration du RCD et ayant connu l'occupation de l'armée rwandaise, la carte JKK était une revanche sur le RCD. Mais c'était surtout un rempart contre une présence rwandaise restée dans les mémoires comme une humiliation. A cet effet, la seule présence physique à l'Est du candidat Kabila, a été vécue comme un défi enfin relevé par un chef qui n'avait plus peur de fréquenter certaines régions de son pays. Lui-même, dans son discours à Goma, n'a-t-il pas lancé en swahili : " Walisema sitafika hapa Goma, sasa nimefika " (Ils ont prétendu que je n'arriverai jamais à Goma, maintenant je suis arrivé), arrachant à la foule un des applaudissements frénétiques?

Ce duel entre un JKK incarnant la sécurité et la protection contre les frustrations étrangères et un Azarias Ruberwa volontiers associé à ces frustrations et à cette insécurité a été tout naturellement à l'avantage du premier, aux présidentielles tout comme aux législatives.

L'intrusion de JPB dans les débats à l'Est constitue donc une donnée nouvelle. Celui-ci était considéré au premier tour comme un outsider sans danger, dont la justice internationale s'occuperait le moment venu à cause des sulfureux dossiers qui lui collent à la peau. Il n'a donc pas eu un espace pour faire passer son discours auprès

des populations dont l'attention était scotchée sur le duel JKK-Azarias. A présent que les éléments distracteurs (les trente et un autres candidats) sont hors jeu et que " le danger " Ruberwa est écarté, Bemba trouvera sûrement davantage d'oreilles pour l'écouter, et son discours risque de séduire.

En effet, et cela tout le paradoxe de la politique congolaise, JPB a largement utilisé les accointances supposées de JKK avec les étrangers pour porter l'estocade à son rival. Présenté par son concurrent direct tour à tour comme l'homme par qui les Rwandais sont arrivés dans les affaires congolaises (Si ce n'est toi, c'est donc ton père !) et celui " choisi " par la Communauté internationale, JKK pourrait voir se fissurer la belle unanimité qui semblait se faire autour de son image de rempart évoqué plus haut. Et ses états-majors le savent. D'où la nécessité de trouver un discours à même de fidéliser les électeurs du premier tour et de mobiliser, autant que faire se peut, tous ceux qui lui avaient préféré d'autres prétendants.

Réinventer le discours

Réinventer un discours n'est jamais chose facile, et la difficulté devient d'autant plus grande qu'il n'y avait pas de discours du tout dès le départ. Les rassemblements électoraux ont été beaucoup plus des fêtes folkloriques, avec carnivals motorisés, danses et chants à la gloire des candidats à la clé. Avec, en prime, distribution des gadgets et de l'argent (pour le transport !) pour les " camarades " d'un jour. Le discours de JKK, souvent dit en swahili, la langue nationale de l'Est, tenait en trois points : le bilan de la transition, le répertoire des défis locaux et les réponses qu'il comptait y apporter. Le bilan de la transition était pour lui globalement positif, le clou étant l'organisation des élections. Les défis locaux sont à ce point nationaux que d'un site à l'autre l'on avait l'impression que c'était du sur place : routes, eau potable, énergie électrique, éducation, santé... Tout manque, tout est à faire partout.

Quant aux solutions proposées, les unes étaient immédiates. S'agissant du déficit énergétique qui frappe les villes de Goma et de Beni par exemple, le président candidat a promis d'y remédier en dotant les deux villes des groupes électrogènes avant le 30 juillet 2006 (jour de l'élection présidentielle). A ce jour, la ville de Goma n'a pas vu sa situation énergétique s'améliorer. Les autres défis seront levés à moyen terme, c'est-à-dire après les élections. De Kalemie à Bukavu, de Goma à Butembo, de Beni à Bunia, le discours était le même : bref et monotone. Face à un tribun de la taille (au propre comme au figuré) de Bemba, le travail à faire est à la

mesure de l'enjeu.

Quid des alliances ?

Le candidat JKK sera donc confronté au double défi de se confirmer comme leader incontesté à l'Est et de percer le mur de la méfiance à l'Ouest. Le schéma tactique classique consisterait en un jeu d'alliances avec les partis ayant pignon sur rue dans cette partie du pays. En ce sens Antoine Gizenga, le doyen des candidats, arrivé en troisième position avec 13,06% des voix, serait un allié précieux pour l'un comme pour l'autre des candidats restés en lice. Vers quel plateau de la balance l'octogénaire lumumbiste va-t-il pencher ? Idéologiquement, il serait plus proche du PPRD qui, se référant à Laurent-Désiré Kabila, père de JKK, se proclame lumumbiste. Mais Gizenga est resté en marge des pouvoirs des Kabila père et fils. Comme pour dire que le lumumbisme ne constitue pas un élément fédérateur dans une RDC où il sert de vernis à diverses idéologies qui se réclament du premier Premier ministre congolais beaucoup plus comme raison sociale que comme modèle idéologique et politique. Gizenga s'est plutôt rapproché d'un autre vieux routier de la politique congolaise, Etienne Tshisekedi. Ces deux-là se savent adulés par des Kinois qui les prennent pour la mauvaise conscience des politiciens indélicats. Antoine Gizenga pourrait-il faire une alliance qui va à l'encontre de l'opinion politique globale des habitants de la capitale ? Si JPB, dont on dit qu'il s'est rapproché de Gizenga et de Tshisekedi dans le cadre du Front pour la Défense du Congo (FDC), parvenait à convertir ce rapprochement en alliance politique et que Tshisekedi galvanisait les Kasai dans le même sens, le score serait très serré au second tour et l'issue incertaine. Surtout que lui semble naturellement acquise l'alliance avec son beau-frère et rival dans leur fief de l'Equateur, Joseph François Nzanga Mobutu (4,77%). Alors que l'alliance JKK- Gizenga donnerait a priori une victoire facile au champion de l'Alliance pour la Mouvanse présidentielle (AMP).

Les autres candidats pèsent, tous ensemble, 17, 33% des voix, dont 3,46% pour le seul Oscar Kashala. Des voix difficilement mobilisables dans la mesure où ces résultats ont prouvé que très peu de partis politiques disposent d'une base électorale sûre, avec des militants convaincus par une idéologie, elle-même portée par un leader ou un groupe de leaders charismatiques, avec un programme et une vision partagés par cette base. Sortis groggy d'une compétition qui leur a prouvé leur véritable poids politique, ces candidats malheureux seront-ils d'un quelconque apport pour départager l'un ou l'autre des deux candidats ?

Kinshasa se déchire, et après ?

Entre-temps, la ville de Kinshasa est plongée dans la violence depuis le 20 août 06, date de la proclamation de ces résultats. Après les urnes, les deux gagnants du premier tour ont amené leur duel dans la rue, à l'arme lourde, créant un climat de psychose dans la capitale. Les deux milices en présence, à savoir la GSSP, garde rapprochée de JKK (15 000 hommes) et la garde de JPB, ont décidé d'en découdre. Au grand dam d'une Communauté internationale, dont les représentants au Congo, le CIAT (Comité d'accompagnement de la transition), ont eu des sueurs froides, croyant payer le même prix à la paix congolaise qu'en 1961. Cette année-là, le Congo était de nouveau en crise, la jeune République implosait de toutes parts. L'ONU, venue avec ses Casques bleus, tentait de recoller les fragments de cet immense territoire. Son Secrétaire Général d'alors, Dag Hammarskjöld, perdit sa vie dans un accident d'avion lors d'une de ses missions.

Ce 21 août 06 la fragile paix du Congo est sous haute surveillance internationale, avec d'une part les Casques bleus de la Monuc et, d'autre part, les militaires européens (EUFOR). La transition politique, sous perfusion financière de cette même nébuleuse qu'on nomme Communauté internationale, est tellement boîteuse dès sa conception à Sun City, qu'on a dû lui donner des béquilles, le CIAT, de peur qu'elle ne s'écroule. Ce 21 août, quatorze ambassadeurs membres du CIAT, avec à leur tête M. William Swing, le tout puissant patron de la Monuc et représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, sont réunis au domicile de JPB pour " accompagner " les préparatifs du second tour, lorsque les affrontements commencent. La résidence où ils se trouvent est prise pour cible, et les Excellences se réfugient dans les profondeurs de la résidence de leur hôte pour se protéger de cette pluie de feu, en attendant d'être extraits de cette souricière par les blindés de la Monuc. Ces feux croisés au-dessus de la tête de la Communauté internationale donnent à réfléchir. C'est d'abord un signe que la logique politique portée à bout de bras par cette Communauté-là n'est pas partagée par toutes les parties en présence. Les logiques militaires, momentanément mises au frigo pendant ce qui apparaît comme un jeu de dupes, peuvent être ressorties au moment opportun pour écraser l'autre. Et que près de trois ans durant, nous n'aurons assisté qu'à une mascarade de cohabitation politique, alors que les uns et les autres préparaient le pire. Prendre ces ambassadeurs pour cibles ne pourrait-il pas aussi être un message leur adressé pour qu'ils " dégagent " et que les acteurs de ce jeu des massacres restent entre eux, loin de la curiosité internationale ?

Quoi qu'il en soit, les affrontements de Kinshasa tout comme le canular de Goma
© Pole Institute 2007

sont l'expression d'une même réalité : pour les deux candidats au second tour, les temps des incertitudes et des peurs ont commencé. Et il n'y a pas pire qu'un homme politique qui a peur. Surtout lorsqu'il dispose d'une forte capacité de nuisance. Il est en, effet fort à craindre qu'après le sanglant feu d'artifice des gagnants à Kinshasa, le terrain des affrontements ne se déplace vers les médias, les deux principaux acteurs de ce jeu de massacres disposant d'empires de presse, susceptibles d'être relayés par les médias alimentaires. Pour le meilleur et pour le pire! Nous savons de quoi sont capables les milices des causes perdues et les médias de la haine. D'ici au 29 octobre 2006, les nuages risquent à nouveau de s'amonceler dans le ciel congolais.

*Onesphore Sematumba.
Goma, 23 août 2006*

2. Après la détraumatisation de l'Est, quel vote au second tour ?

*Par Prosper Hamuli
23 août 2006*

C'est désormais provisoirement officiel, le premier tour du scrutin présidentiel n'a pas donné de président au pays. La déception est immense chez tous ceux qui, en déposant un bulletin de vote dans une urne, avaient pensé s'être débarrassé une fois pour toutes de l'immobilisme à la tête de l'Etat congolais. Pour des milliers d'électeurs, avoir une seule personne à la présidence de la République signifie se doter instantanément de l'instrument qui manquait pour décider sur leur quotidien. Ce dimanche après-midi (20-08-06), lorsque au cours de la réunion du village Kiziba II, voisin de la commune de Karisimbi à Goma, le chef du village a osé rappeler à chaque ménage sa contribution hebdomadaire de 50fc pour l'entretien des soldats chargés de la sécurité dans cette partie proche de la forêt du volcan Nyiragongo, la foule lui a crié que tout cela était fini parce qu'ils avaient désormais leur Président. Imaginez la déception lorsque, au courant de la nuit, ces citoyens ont appris qu'ils n'avaient toujours pas de Président, eux qui avaient massivement voté pour Kabila, et avec eux tout l'Est de la RDC !! Le peuple de l'Est découvre brusquement que, seul, il n'a pas pu imposer un homme à la tête de l'Etat congolais. Du coup, il devient intéressant de mesurer l'impact de cette déception, et du doute qu'elle génère, sur les prochains résultats. La participation au second tour ne souffrira-t-elle pas de cette lassitude lisible sur plusieurs visages dans les rues de Goma au lendemain de la proclamation des résultats provisoires ? Au tour final du scrutin présidentiel, sur quoi et sur qui peut compter Kabila pour refaire ou dépasser le score réalisé cette fois-ci ?

Voter avec son cœur !

En attendant de voter avec leur tête en fonction de projets et de programmes découlant d'une vision pour le pays, les électeurs ont mis tout leur cœur à déposer dans les urnes leurs colères et leurs peurs. Ce premier tour des élections a donc joué un rôle de détraumatisation inattendu. Il fallait montrer à toutes les factions occupantes l'intensité des frustrations accumulées. Rien d'autre ne peut expliquer le "naufrage" du RCD chez lui à l'Est de la RDC au moment fatidique où ceux qui ont souffert de ses agissements se sont retrouvés chacun dans un isolement pour exprimer librement son suffrage. Maintenant que le RCD est "hors jeu", maintenant qu'il ne s'agit plus d'écarter les "pro rwandais", comment opérer un choix judicieux entre Bemba, le Mwana Congo, le vrai congolais comme il le martèle lui-même, et Kabila, le rempart contre l'ennemi étranger matérialisé dans le visage du rwandais ? Sera-t-il possible de se référer à la capacité de chacun de résoudre les problèmes des populations ? Quelques jours avant les élections, l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures", produite par Pole Institute, est en Ituri pour s'entretenir avec les jeunes autour des enjeux électoraux de l'heure. Des miliciens démobilisés, occupés comme cantonniers sur la route Bunia - Kasenyi, disent tout l'espoir qu'ils placent dans les élections : " Ce sont les Français qui ont commencé l'œuvre de pacification qui se poursuit aujourd'hui avec la MONUC et les FARDC. Dès que nous aurons un seul Président, il ramènera la paix totale en Ituri et nous donnera du travail. " Avec ceci, la prochaine campagne électorale risque de voir les candidats promettre des tours de passe passe pour balayer d'un revers de la main tous les problèmes. Le programme à annoncer ne peut qu'être simplement : votez moi et je mettrai fin à vos soucis. Dans ce cas, le vrai problème, pour qui voudra gagner le second tour du scrutin présidentiel, sera plutôt de trouver des hommes capables de donner des consignes de vote et qui soient suivis.

Pour gagner, voter avec l'autre !

Chacun des candidats présidents est ainsi obligé d'aller chercher de telles personnes jusque dans le fief de l'autre après avoir balayé devant sa porte. A l'Est du pays, le score du premier tour laisserait penser que ce serait facile pour Kabila dans la mesure où son parti, le PPRD, a pu rafler assez de suffrages pour disposer d'un nombre confortable de places de députés à la prochaine Assemblée Nationale. Ces hommes et ces femmes, représentants du peuple, ont-ils la capacité réelle de mobiliser les intentions de vote qui se sont exprimées en faveur de Kabila ? Ce serait automatique si les électeurs avaient voté pour eux et non contre tout ce qui

était censé représenter l'oppression. La bataille risque donc de se limiter à agiter des épouvantails pour discréditer l'autre candidat et à s'introduire dans le fief de l'autre par des promesses fallacieuses. Cela suffira-t-il pour faire du prochain Président celui du pays et non de sa base ?

Quel sort final pour le vote sécuritaire à l'Est ?

Les résultats des urnes semblent accréditer la thèse d'un clivage profond entre l'Est et l'Ouest du pays. Les motifs pour lesquels les Congolais de l'Est ont voté comme ils l'ont fait ont-ils disparu ? Trouveront-ils parmi les deux candidats encore en lice la personne capable de leur assurer la paix et la sécurité dont ils rêvent ? A l'Est comme à l'Ouest le vote du premier tour était un vote sanction. Pour l'Est, il fallait se rallier à ceux qui sont perçus comme n'ayant "rien fait" et se prémunir contre les présumés auteurs de l'insécurité. Mais cette idée demande tout de même d'être creusée un peu parce que l'Est du Congo est tout sauf un bloc monolithique où les gens s'entendent à merveille. C'est dans cette partie qu'opèrent des milices congolaises dont les agendas par rapport au processus électoral ne sont toujours pas clairs. L'Ituri connaît ses ex miliciens désoeuvrés aujourd'hui récupérés par un mystérieux Mouvement Révolutionnaire Congolais qui résiste aux forces de la MONUC et des FARDC. Plusieurs villages du Sud-Kivu sont victimes des attaques répétées perpétrées par les miliciens Rastas alliés aux FDLR et de ceux qui ont suivi la défection de certains officiers de la 10ème Région militaire. Le Nord-Kivu a son Laurent Nkunda tranquille dans sa portion du territoire sous son contrôle. Quel vote pourrait résoudre cette insécurité là ? Au vu de toutes les souffrances infligées au peuple de l'Est par toutes ces milices s'attaquant à l'armée nationale, à l'approche du second tour, quelle sera l'image que Kabila, le commandant suprême de l'armée, et Bemba l'argentier chargé de financer la logistique militaire, réussiront-ils à transformer en suffrages en la faveur de chacun ?

Autant le premier tour des élections s'est déroulé dans une atmosphère bon enfant, autant le second est redouté si aucun des candidats n'arrivait à incarner l'image d'un défenseur d'un pays réconcilié avec lui-même. Encore faut-il retenir son souffle car les candidats présidents en face pour le second tour ont continué à entretenir des armées fortement équipées, qualifiées de milices par le porte-parole de la MONUC, et qu'ils ont poursuivi leur approvisionnement en armes.

*Goma, 23 août 2006.
Prosper Hamuli - Birali.*

3. Kinshasa face aux élections - les élections face aux Kinois. *Quelques observations de terrain*

*Dominic Johnson,
22 août 2006*

L'élection présidentielle en RDC a produit deux vainqueurs. Joseph Kabila, le président sortant, est arrivé très largement en tête avec 45% et serait bien placé pour une victoire facile au deuxième tour. Il a reçu l'adhésion massive de la partie est du pays et peut se targuer d'avoir été plébiscité par les régions les plus meurtries. Il sait qu'il bénéficie du soutien de la communauté internationale, et il va faire valoir tous ces atouts.

Jean-Pierre Bemba, devenu challenger principal de Kabila pendant la campagne, a réussi à tenir en échec les prétentions de Kabila de gagner au premier tour. Il le contraint à un deuxième tour où il aura le vent en poupe. Avec 20% des voix, ce qui est peu, il a quand même réussi à prendre Kinshasa et va se prévaloir de ce succès pour se faire d'autres alliés.

Mais depuis dimanche 20 août, les deux vainqueurs se comportent comme deux perdants. Il y a eu des batailles rangées entre la GSSP de Kabila et les troupes de Bemba dans la capitale, et les affrontements ne sont pas près de finir. Le camp Kabila se montre sevré d'une victoire au premier tour qui paraissait acquise au début du dépouillement des suffrages, et remet ouvertement en question la nécessité d'un deuxième tour et la constitutionnalité de la date prévue du 29 octobre. Le camp Bemba se montre déçu des maigres 20% de son leader et parle de fraude massive dans l'Est du pays. En effet, ce qui s'est passé est facile à comprendre : Kabila et Bemba ont tous les deux réclamé la victoire avec plus de 50% - et maintenant ils restent tous les deux en-dessous. Donc les frustrations sont grandes dans les deux camps.

Une capitale rebelle

La manière dont Kabila a perdu Kinshasa mérite une analyse détaillée. Il était clair dès le début de la campagne électorale que Kinshasa n'était pas un fief du président sortant. Mais que la capitale allait se tourner aussi massivement vers

Bemba, un autre seigneur de guerre, a étonné plus qu'un.

Une première explication de la force de Bemba peut être donnée sur le plan financier. Selon des estimations, Kabila aurait dépensé 100 à 130 millions de dollars américains pour sa campagne électorale ; Bemba environ 30 millions. Tous les autres sont restés largement en-dessous de telles sommes. A Kinshasa, Kabila et Bemba étaient les seuls à avoir des panneaux gigantesques, parfois même illuminés, dans le style français avec des paroles dépourvues de sens mais démontrant une capacité à dépenser et à gaspiller qui est le privilège des grands chefs. Quand Bemba a fait son entrée triomphale à Kinshasa le 27 juillet, ses T-shirts étaient partout, et bien plus nombreux que ceux de Kabila un jour plus tard.

Sur le plan politique, Bemba a réussi à bâtir des alliances qui ont vite fait oublier la défection de son principal atout auprès de la communauté internationale, Olivier Kamitatu, passé dans les bras de Mbusa Nyamwisi et Joseph Kabila et vite disparu. Surtout le " Front pour le Défense du Congo " (FDC), une alliance avec l'UDPS fondé en juin pour réclamer des " concertations politiques " l'a fait entrer dans le cercle de l'opposition dite démocratique autour de Tshisekedi et Gizenga, où il a pu représenter une certaine jeunesse face aux vieux et surtout une maîtrise du jeu politique congolais qui a échappé dans les yeux de beaucoup, à Tshisekedi notamment, avec son auto-exclusion du processus électoral. Ces alliances sont bien ancrées dans le débat des quartiers politiques de Kinshasa. L'église du pasteur Kutino, qui a été arrêté et mis en prison pour rébellion pendant la campagne électorale, figure dans ce cercle aussi bien que beaucoup de milieux intellectuels et artistiques qui ont été choqués par l'affaire de " mercenaires " attribués à Oscar Kashala, par l'assassinat du journaliste Bapuwa Mwamba, par la condamnation de Kutino et par la répression de la marche du 11 juillet de l'UDPS qui a occasionné plusieurs blessés graves.

On peut sentir dans ces milieux traditionnellement acquis à l'opposition démocratique que les gens se cherchent de nouveaux héros, après l'échec de tous les autres. Et Bemba semble leur convenir pour le moment - non pas parce qu'on lui prête des qualités exceptionnelles, mais parce qu'il les a acceptés chez lui et aussi parce qu'on lui prête la capacité de faire face militairement à la " stratégie de la tension " de Kabila, contrairement aux Tshisekedi et autres.

Aux yeux de beaucoup de Kinois, Bemba possède tous les atouts d'un président qu'on cherche en vain chez Kabila. Il maîtrise le lingala. Il sait parler aux gens. Il

s'impose dans une foule. Il sait rigoler. Il n'a pas le charisme d'un Mobutu, mais beaucoup plus que Kabila qui dans ses rares sorties en public a été plutôt maladroit. Tout Kinshasa a ri du président lorsqu'il a justifié son refus d'entrer dans une rhétorique agressive envers ses adversaires avec le bon mot " Le vendeur des oeufs ne cherche pas la bagarre ". Le président qui se présente lui-même comme un petit marchand de la rue, qui en plus n'ose pas parler par peur de laisser tomber sa marchandise - cela fait rigoler les gens. Tout Kinshasa a tout naturellement fustigé le président quand, dans un de ses discours à l'Est, il aurait dit que les gens de Kinshasa sont paresseux et n'aiment pas le travail. Beaucoup de gens ont dit que pour cela seul il méritait d'être puni d'un vote sanction.

Mais il y a aussi le côté nationaliste et xénophobe. L'argument le plus souvent utilisé pour justifier le vote Bemba est que " Kabila n'est pas congolais ". Bemba a commencé sa campagne électorale avec le slogan " 100% congolais ". Surtout les gens de la rue expliquent inlassablement que Bemba est " de chez nous " pendant que Kabila est " un étranger " et " l'on ne veut plus être gouverné par les étrangers ".

Finalement, Bemba a réussi un coup de maître avec son dernier meeting électoral le 27 juin. Il a orchestré un défilé impressionnant tout au long du Boulevard Lumumba qui mène de Ndjili jusqu'à l'Échangeur de Limete et donc vers le centre-ville. Environ 60.000 personnes, sinon plus, s'y sont massées pour voir le grand chef. Les bus publics de la capitale - qui ont été achetés par Bemba en sa qualité de vice-président - ont été réquisitionnés pour devenir les spectacles roulants avec des centaines de jeunes manifestants, certains d'entre-eux partiellement ou complètement nus - selon Floribert Chebeya un signe du désespoir jamais vu auparavant à Kinshasa, qui signifie que les gens se sentent impuissants " en face d'un pouvoir qui tue " et qu'ils attendent le salut et les armes de Bemba. Un cortège de l'EUFOR qui se trouvait sur le Boulevard à ce moment à été lapidé et plusieurs soldats blessés. Des jeunes ont entonné des chansons comme " On était avec Kabila, maintenant on a vu qu'il est Rwandais, il doit partir " ou " Sorcier, sorcier, il est déjà mort " (à l'adresse de Kabila).

Quand le quartier de la garde personnelle de Bemba près de sa résidence a pris feu - apparemment à cause d'un accident de cuisine, mais d'autres parlent d'un attentat - et 2 bébés sont morts dans les flammes, la foule a cru à une attaque de l'armée ou même de l'EUFOR et s'en est prise violemment à la police devant le stade Tata Raphaël où Bemba devait faire son meeting. Deux policiers ont été tués, peut-être lynchés. Tout proche, le bâtiment abritant la Haute Autorité des Médias

(HAM) et l'Observatoire Nationale des Droits de l'Homme (ONDH) a été attaqué et soigneusement pillé par les manifestants pro-Bemba, qui ont emporté tout avant de mettre le feu. Une église d'un pasteur pro-Kabila, en face, a aussi été brûlée. L'arrivée de la GSSP a fait paniquer les gens devant le stade, mais les gardes se sont abstenus d'attaquer la foule, prétendant au contraire que ce seraient eux qui allaient faire partir Kabila. L'atmosphère fébrile de ce jeudi après-midi a confirmé que la capitale pourrait basculer à tout moment.

Le discours utilisé peu après par Bemba dans le stade était édifiant. Il a justifié son parcours par la nécessité de combattre " les Rwandais ". Kabila a amené les Rwandais au Congo, donc lui (Bemba) a pris les armes pour les chasser et aussi pour unifier le pays en combattant aussi bien Kabila que les rebelles rwandais qui avaient divisé le pays entre eux. Les Rwandais, aussi bien à l'Est qu'avec Kabila à Kinshasa, ont pillé, volé, envahi le pays et l'ont mis en coupe réglée, et lui, Bemba, ne pouvait pas rester les bras croisés. Il se moque du Mzee Kabila pour avoir donné le pouvoir à un enfant. Maintenant on a eu la transition, on a dû composer les uns avec les autres pour arrêter la guerre, mais aujourd'hui il faut remettre le pouvoir au peuple congolais. Des habitués des discours de Bemba disaient après que c'était un de ses discours les plus modérés.

Après cette journée mémorable, le vendredi 28 juillet - jour du dernier meeting électoral de Kabila - ne pouvait que décevoir. Il n'y avait plus de foules, et très peu de T-Shirts Kabila. Il y avait un petit avion dans le ciel traînant derrière lui une banderole " Votons Joseph Kabila ".

Les Kinois se sont moqués de ça (" voilà comme il nous parle "). Quand il a fait son meeting à la Fikin, la foule n'était pas très nombreuse. Le président a prononcé un discours de 10 phrases, dont une faisait la promesse de bâtir une autoroute de Kinshasa au Kivu. Sa femme Olive l'a précédé, son directeur de campagne Vital Kamerhe l'a suivi ; les 2 étaient meilleurs orateurs que le candidat! Mais ce jour-là, Kinshasa avait déjà décidé de tourner le dos à Joseph Kabila, et il le savait.

" Les gens veulent sortir de leur monde ancien " : Paroles de Kinois

Quelles sont les raisons de l'hostilité de Kinshasa à Kabila - et surtout de l'engouement dont a bénéficié un Bemba qui, il y a seulement 6 mois, était donné politiquement mort avec les enquêtes de la CPI, la dissidence de Kamitatu et d'autres tenors de l'MLC et la faillite de la politique économique de la transition dont il était le responsable en chef en tant que président de l'Ecofin ?

- Georges Tshionza, directeur de l'ONG SERACOB et un des ténors de la société civile de Kinshasa, y donne quatre raisons. i) Bemba a été le seul à faire une campagne électorale partout dans le pays ; Kabila s'est concentré sur l'Est du pays. ii) L'UDPS a donné son appui tacite à Bemba ; Tshisekedi n'a pas appelé à voter pour lui, mais il n'a pas renouvelé son appel au boycott non plus ; il s'est " abstenu d'abstenir ". iii) Il y a un mécontentement surtout contre les contrats miniers de Kabila et la population se sent dépossédée au profit des étrangers. iv) Sur le plan psychologique, Bemba est un leader plus convaincant que Kabila. " Le plus grand ennemi de Kabila est le charisme de Bemba. Les Congolais sont habitués à un dirigeant fort et sur ce plan Bemba les rassure. Kabila paraît comme un petit gamin face aux autres chefs d'État... ". N'est-ce pas que Kabila est plus respectueux des institutions que Bemba, qui a fait le vide autour de lui et ressemble plutôt à Laurent-Désiré Kabila ? " Oui, Kabila respecte les institutions parce qu'il est faible, il ne veut pas de problèmes.

Mais ce n'est pas ça la demande sociale. Beaucoup de choses étaient retardées pendant la transition à cause de son indécision. Les gens ont besoin d'un chef qui a de l'autorité, de la compétence, et qui ne vole pas. " Alors justement, pourquoi Bemba ? " Oui. Voilà pourquoi Tshisekedi est apprécié. Mais il n'est pas au pouvoir. Laurent-Désiré Kabila on l'a apprécié parce qu'il avait l'autorité, mais on l'a haï parce qu'il a volé. Les gens disent : On sait que Bemba n'est pas bon sur ce plan-là. Mais il peut encore être influencé. L'autre, il est tellement lointain et froid, on n'est pas sûr qu'il peut être influencé. Les gens se méfient énormément de lui. "

- L'équipe de l'organisation des droits de l'homme " Voix des Sans-Voix " (VSV), dont son président Floribert Chebeya , donne comme première raison que les gens ont choisi celui " dont les origines sont les moins douteuses " et que la campagne de Kabila comme " artisan de la paix " a énervé les gens : " Les gens disent que c'est l'affaire de tous, pas de Kabila seul. " Aussi : " Bemba peut résister en face de Kabila même avec des armes. D'autres, comme Kashala, on n'est pas sûr. Kabila est considéré comme le candidat de l'extérieur, en particulier de l'Union Européenne et de la MONUC. " Maintenant " Bemba risque de se présenter comme le moindre mal, mais c'est plutôt comme le duel Chirac - Le Pen... "

- Roger Botembe, peintre et chef des " Ateliers Botembe " qui viennent être jetés sur la rue au profit d'un Libanais qui veut y ériger une boulangerie : " J'ai parlé à un politologue qui a dit : Bemba est un voyou. Je lui ai dit : Vous dites que Bemba est un voyou, mais c'est l'État qui est voyou ! Quand une jeunesse n'a pas de modèle, quelles sont leurs ambitions ici ? Ils se trouvent dans un pays où ils ne sont pas protégés... Quand les Kinois ont choisi Bemba ce n'était pas pour décourager

Kabila ; c'est son entourage qui n'est pas bon. Le discours de Kabila est nul. Personne ne s'est retrouvé là-dedans. Il faut toucher la racine - la jeunesse. Quand une jeunesse reste comme ça, elle constitue une bombe à retardement. Ils voient l'espoir avec Bemba. Mais quel espoir ? Ca va tourner encore très mal, on va voir des grèves et manifestations pendant des semaines pour cinq ans. Mais ce sera la même chose avec Bemba ou avec Kabila. Les gens veulent du concret... L'Etat vend tout, jusqu'aux terrains de football dans les quartiers, et tous ceux qui s'y opposent sont maintenant avec Bemba dans l'espoir qu'il les leur remette. On n'a pas vu Mobutu vendre forêts, rivières, terrains !.. Bemba a de la culture. Il a peut-être un mauvais caractère, mais il a un certain niveau. Il ne manque jamais une exposition. "

- Augustin Kayisa Mwino, capitaine ex-FAZ en retraite, spectateur du défilé Bemba le 27 juillet : " On croit que Kabila vient d'ailleurs, qu'il n'est pas fils de son papa. On trouve en Bemba la jeunesse, il est de nationalité congolaise, Kabila ne l'est pas. Kashala - lui n'a pas fait le pays, et les gens ne veulent pas qu'un Luba dirige. Tshisekedi - du temps de Mobutu on voulait bien qu'il dirige, mais aujourd'hui il ne fait plus le poids.... Nous avons besoin de temps. Les Etats-Unis ont la démocratie depuis 1776. Nous sommes seulement au début. Il faut nous donner 40 ans pour amener la démocratie. On a de la chance, on va y arriver, peut-être pour nos petits-enfants. Mais les gens veulent changer de vie. Ils veulent sortir de leur monde ancien. Regardez les gens ici, ils sont tous au chômage. "

- D'autres spectateurs du défilé, plus jeunes : " Kabila a eu cinq ans pour remettre le pays sur pied. Mais moi je n'ai pas été payé depuis 13 mois ". " Bemba a fait une monnaie stable. " " Bemba est quand même fort et il a des moyens. " " Kabila nous laisse souffrir parce qu'il n'est pas des nôtres, s'il était des nôtres il ne tolérerait pas les choses comme ça. " " Demandez aux squelettes d'aller voter ! "

- Les leaders du " Comité de la Jeunesse de Tshangu " qui regroupent des associations de jeunes de Masina, Ndjili, Kimbanseke et Maluku, se sont montrés convaincus que Bemba a gagné au premier tour et que tout autre résultat est une manipulation. Quand le dépouillement des voix a eu lieu le soir même des élections dans les bureaux de vote et a montré que Kabila avait perdu, " c'était la plus grande joie. On a presque oublié la CEI. On a vu que les résultats étaient publiés, qu'on ne pouvait plus les manipuler. C'était sans tenir compte de l'Est, et puis la guerre médiatique a commencé, avec les résultats des différentes provinces. Maintenant les gens se disent : est-ce que les gens de l'Est sont plus importants que le reste du pays ? " Si Bemba ne gagne pas, on va faire de la " violence traditionnelle " - ils disent qu'ils sont en contact avec les Mai-Mai, dont les banderoles ont par ailleurs été proéminentes lors du cortège pro-Bemba le 27

juillet. " Ils sont ici, on parle avec eux. " Mais cela n'a-t-il pas déjà échoué le 30 juin 2005 ? " C'était différent. Tous les 1 + 4 se sont concertés, ils ont vu leur pouvoir partir, donc ils ont ensemble utilisé la force militaire pour intimider la population, et c'était fini. La population était en position de faiblesse et ne pouvait rien faire. Maintenant ils (les 1 + 4) sont disloqués, ils ne s'entendent plus. N'importe qui peut les intimider. Qui peut vaincre maintenant ? Celui qui a l'appui de la population. "

" Stratégie de la tension " à Kinshasa

Dès dimanche soir 20 août, des batailles rangées ont opposé la police et la GSSP aux troupes de Bemba dans la capitale. Au début, selon des témoins habitants dans la zone concernée, il y avait une tentative de la police de fermer 2 stations de TV de Bemba (situées à Gombe, vers le rond-point Forrescom, proche de la base de la MONUC et de la CEI). La fusillade qui suivit était de courte durée, mais a été ravivée plus tard par l'arrivée massive de la GSSP avec blindés et RPG, armes lourdes dont ils ont fait usage. Dans la bataille généralisée qui suivit, au moins 6 personnes ont trouvé la mort, dont deux gisaient encore dans la rue le lendemain. Le courant électrique a été coupé aux stations TV de Bemba.

La MONUC s'est déployée massivement et a dû prendre en charge la sécurisation du centre de presse de la CEI où devrait se faire la proclamation officielle des résultats à 20h, dans une conférence de presse. Cela a dû être annulé, et face au refus de la police de garantir la sécurité de l'Abbé Malu-Malu et des autres membres du bureau de la CEI, la MONUC les aurait transportés au siège de la RTNC (télévision nationale) dans un blindé des Nations Unies, sanglés dans des vestes pare-balles. Vers 23h Malu-Malu a fait la lecture des résultats devant la caméra, alors que les tirs continuaient dans la rue.

Le lendemain, les rues de Kinshasa étaient désertes, les habitants restaient chez eux par peur. Les quartiers dits " zone rouge " (Masina, Ndjili, Kimbanseke etc) se sont barricadés ; des jeunes ont érigé des barricades avec des troncs d'arbre à travers le Boulevard Limete et auraient jeté des pierres aux policiers. Il y a eu quelques crépitements de balles. Le CIAT s'est réuni en session extraordinaire alors que les stations TV de Bemba montraient les corps dans la rue et que des journaux pro-Kabila ont remis en question le deuxième tour. Vers la fin de l'après-midi, les tirs à l'arme lourde ont recommencé à Gombe. Selon les premières informations, la GSSP a donné l'assaut à la résidence privée de Bemba pour " neutraliser les milices ". Les tirs ont duré plus d'une demi-heure et ont détruit l'hélicoptère de Bemba. L'attaque de la GSSP a eu lieu pendant que des membres du CIAT se trouvaient à la résidence pour discuter avec Bemba. La MONUC a dû envoyer 20 blindés pour

évacuer les diplomates. La force de réaction rapide de la troupe européenne EUFOR, un bataillon espagnol, a été déployé ; c'était la première fois que l'EUFOR est entrée en action.

Tout ça ressemble beaucoup à une tentative de coup de force pour montrer à la population et à la communauté internationale que Kabila n'a pas perdu le pouvoir à Kinshasa comme les résultats électoraux le suggèrent. Il est à rappeler que déjà le 28 juillet, deux jours avant le scrutin, un avion de reconnaissance de la troupe européenne EUFOR à Kinshasa a été abattu dans des circonstances suspectes, avec une possible implication des autorités. Alors que, dans un premier temps, l'EUFOR avait parlé d'une panne technique, les premiers résultats de l'enquête belge, montrés à la presse le 3 août, ont déjà montré que " l'avion a été touché par une balle de petit calibre qui a percé le coté avant-gauche et touché des équipements vitaux... On peut écarter un tir involontaire ". Des militaires ayant requis l'anonymat sont allés plus loin en privé, précisant qu'un tel tir nécessitait une arme de précision dont les militaires ordinaires ne sont pas dotés, et que l'incident a été précédé d'une coupure de communication délibérée par la tour de contrôle de l'aéroport de Ndjili entre l'avion et son équipe de communication au sol, rendant impossible l'atterrissage prévu de l'avion à la base européenne de Ndolo et toute guidance par l'EUFOR.

Cette attaque, qui a coïncidé avec l'arrivée de Joseph Kabila à Ndjili pour son dernier meeting électoral dans la capitale, avait dans le court terme rendu impossible toute surveillance aérienne de Kinshasa par l'EUFOR et a notamment rendu impossible à suivre ce qui s'est passé avec une cargaison de 40 chars ukrainiens acheminés à Matadi par le général Francis Olenga pour les FARDC dans la même période dont la motivation et la destination sont restés mystérieuses.

Il est donc à craindre que certains éléments à Kinshasa jouent une " stratégie de la tension " pour contrecarrer avec des moyens militaires d'intimidation leur perte de contrôle politique. Cela n'augure rien de bon pour la campagne du deuxième tour. En plus, il est difficile à imaginer comment un président Kabila peut gouverner normalement au milieu de Kinshasa qui lui est ouvertement hostile. La question " qui gouverne le Congo ? " est de toute façon ouverte parce que le 1 + 4 n'existe plus que de nom et que des structures de substitution n'ont pas été mises en place.

Dominic Johnson

IV. ELECTIONS PROVINCIALES AU NORD KIVU : DES OPPORTUNITES ET DES RATES !

1. Nord Kivu : entre négociations politiques et mixage des armées.

par Aloys Tegera et Onesphore Sematumba

A. Contexte politique

La province, nouvel espace de gouvernance

Le processus électoral piloté par la Commission électorale indépendante (CEI) vient d'aboutir en République Démocratique du Congo. Depuis son déclenchement par l'organisation du référendum constitutionnel en novembre 2005 jusqu'au second tour de la présidentielle en décembre 2006, nombre d'observateurs ont loué le civisme des Congolais qui ont prouvé leur détermination à mettre fin à une des plus longues transitions politiques de l'Histoire. Ce civisme était d'autant plus remarquable que du côté des politiciens l'on ne semblait pas disposé à jouer le jeu démocratique selon les règles. Les différents incidents ayant émaillé le processus et qui ont culminé par la guerre de Kinshasa entre les deux tours de la présidentielle ont étalé l'immaturation de la classe politique congolaise sur la place publique.

Cependant, alors que tous les yeux étaient braqués sur la capitale Kinshasa à cause d'une sorte de tropisme datant de la période coloniale et perpétué par les dictatures successives, les véritables enjeux du pouvoir et la gouvernance effective se jouaient au niveau de la province. La nouvelle Constitution attribue, en effet, d'importants pouvoirs aux Assemblées et aux gouvernements provinciaux, qui pourront désormais gérer à la base 40% des recettes générées par la province. Au Nord Kivu, certains partis politiques et quelques communautés ethniques ont pris en compte cette nouvelle donne et ont compris toute l'opportunité qu'elle représentait.

La nouvelle configuration politique de la province du Nord Kivu

Au Nord Kivu, comme partout en République Démocratique du Congo, la communauté ethnique est une référence importante même si une sorte de pudeur fait que l'on tente de nier son influence dans la vie politique et sociale. Les partis

politiques, les associations de la Société civile, y compris les églises comportent, à divers degrés leur relent d'ethnicisme, parfois voyant, souvent discret. Mais il apparaît comme politiquement incorrect et dangereux d'évoquer cette question en public, alors qu'elle est souvent au centre des débats dans les salons et autres lieux de prise décision. Huit ans plus tard, la logique a changé : la légitimité du pouvoir devra désormais sortir des urnes. Le jeu démocratique est lancé, avec ses règles dont la principale est celle du pouvoir de la majorité, c'est-à-dire le pouvoir du grand nombre.

L'attribution des sièges éligibles aux différentes circonscriptions ayant été faite au pro rata des électeurs inscrits, certaines communautés ethniques partaient avec l'avantage de leur démographie, alors que d'autres étaient quasiment éliminées de la course faute d'effectifs.

Les deux groupes ethniques les plus démographiquement importants, les Nande et les Hutu, vont fonctionner comme majorité et opposition de facto, ce qui n'exclut pas des périodes de négociations d'intérêts au cas par cas, soit pour essayer de renforcer la communauté d'origine, soit pour préserver la cohésion sociale dans une province aux équilibres fragiles. La mise en place du bureau de l'Assemblée provinciale et les scrutins indirects (élection des sénateurs et du gouverneur de province) ont montré à quel point les deux groupes négocient avec finesse leurs intérêts, ce qui ouvre parfois des couloirs d'opportunité (ou d'opportunisme ?) à certaines ambitions personnelles.

La mise en place du bureau de l'Assemblée : le gouvernorat en ligne de mire

Dans la nouvelle configuration politique des provinces, les Assemblées de députés jouent un rôle de tout premier plan. Non seulement elles élisent le gouverneur et son adjoint, mais aussi elles assurent le contrôle de l'action de son équipe, avec possibilité de la démettre par une motion de défiance. L'exécutif devra donc travailler sous la surveillance de l'organe délibérant, ce qui constitue en soi une révolution dans le contexte congolais où les hommes de pouvoir ont toujours travaillé sans aucune obligation de redevabilité, sauf envers ceux qui les avaient placés à leurs postes. Si les députés provinciaux assument pleinement leur rôle, en refusant de s'inféoder au gouvernement, ce dernier sera dans l'obligation de travailler dans la perspective des comptes à rendre. Le poste de président de l'Assemblée provinciale revêt donc une importance politique de tout premier plan

et du point de vue protocolaire celui qui l'occupe est la deuxième personnalité de la province après le gouverneur.

Dans la subtile gestion politique du Nord Kivu, les députés provinciaux ont tiré la conséquence de cette dualité au sommet, en émettant comme principe tacite qu'une même communauté ethnique ne pouvait pas occuper les deux postes. Au-delà de l'installation du bureau définitif de l'Assemblée le 14 janvier 2007, c'est donc l'attribution du poste de gouverneur qui se jouait en filigrane. Les protagonistes à ce jeu étaient évidemment les Nande et les Hutu du fait de leur représentativité au sein de l'Assemblée. Et les deux communautés ont usé du même stratagème : pour accéder au gouvernorat, il fallait soutenir la candidature de l'autre communauté à la présidence de l'Assemblée provinciale. Cela transparaît clairement par les scores réalisés par les compétiteurs à ce poste : le candidat Kaisavera Mbake, vice-gouverneur nande sortant réputé proche de Serufuli, a collecté des voix équivalant globalement à l'électorat Hutu et la sienne propre (11 au total) alors que son adversaire Léon Bariyanga Rutuye, élu Hutu de Rutshuru, raflait toutes les voix des Nande et de leurs alliés (30) et remportait le poste. Le message était clair, le prochain gouverneur du Nord Kivu serait Nande.

Cette négociation constitue en elle-même une avancée positive. D'une part, les communautés ethniques de la province, à travers leurs élus, jouent le jeu du partage des responsabilités. Nous attendons la confirmation de cette tendance lors de la mise en place de l'équipe gouvernementale. D'autre part, il y a eu cette émancipation de quelques personnalités, notamment des deux candidats à ce poste de Président de l'Assemblée, qui ont trouvé des ressorts autres qu'ethniques à leur démarche. C'est peut-être un premier pas important vers le passage de la « dictature de l'ethnicisme » vers l'émancipation des individus et la négociation des intérêts, qui ne sont pas qu'ethniques. La reconstruction de cette province est à ce prix.

L'élection du gouverneur : le meurtre du père ?

L'élection du gouverneur de la province illustre à la fois les conflits internes à toute communauté, ethnique soit-elle, ce refus de l'embrigadement et des injonctions venues d'ailleurs ainsi que cette capacité d'émancipation politique dont font montre certains jeunes loups.

En effet, si l'attribution des postes devient relativement aisée lorsque les appartenances communautaires sont clairement établies entre les postulants, l'exercice devient plus difficile lorsque la compétition se passe à l'intérieur de la communauté ethnique dans la mesure où d'autres critères et d'autres intérêts entrent en lice.

A l'intérieur de la communauté Nande, deux candidats au poste de gouverneur sortaient du lot. Le premier, M. Vaha Mwiti, du Mouvement Social pour le Renouveau (MSR), était le candidat de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP), ce qui constituait un atout important dans une province réputée acquise au Président Joseph Kabila. Il pouvait donc compter sur l'appui de cette importante plateforme politique tant à Kinshasa que dans les milieux politiques et religieux du Nord Kivu proches de l'AMP.

Le second, M. Paluku Kahongya, partait avec quelques handicaps. Issu du RCD-K-ML, autre parti membre de l'AMP, il a dû se présenter comme Indépendant. C'était une petite rébellion de la part de ce jeune cadre de la territoriale qui se sentait fort de l'appui clairement exprimé par ses administrés du nord de la province où il était maire de la ville de Beni. En bon stratège, il a assumé le risque de jouer la base contre les sommets, en obligeant les députés à choisir entre son « frère », champion des cercles du pouvoir et lui-même, champion des jeunes, des commerçants et des populations ordinaires.

Restait la position de l'autre force parlementaire, le groupe de députés Hutu. Ceux-ci avaient aussi leur champion, le gouverneur sortant Eugène Serufuli, dont les chances de se succéder à lui-même avaient été sérieusement compromises par l'élection de Bariyanga à la présidence de l'Assemblée provinciale mais qui pouvaient encore mobiliser les voix de ses dix électeurs. Peu avant le vote du 27 janvier 2007, Eugène Serufuli retire sa candidature « par souci d'équilibre parce qu'un membre de ma communauté occupe déjà l'important poste de Président de l'Assemblée provinciale », selon ses propres termes. Et dans la même logique de négociation, il apporte son soutien au champion de l'AMP. A l'issue du scrutin, les scores parlent d'eux-mêmes : Paluku est élu gouverneur avec 25 voix, contre 17 pour son challenger. Est-ce le début de la fin des injonctions en provenance des pères et autres mentors de la capitale et d'ailleurs ? Comment le nouveau gouverneur va-t-il gérer cette victoire arrachée malgré les mots d'ordre des poids lourds de la Communauté et de l'AMP en faveur de son challenger ?

L'élection des sénateurs : la nécessité de composer

L'élection des sénateurs par les députés provinciaux a été globalement une catastrophe au niveau de la RDC. Au Maniema, certains grands électeurs ont dû restituer aux candidats malheureux les dons qu'ils avaient reçus afin qu'ils leur accordent leur vote. Ailleurs, les députés provinciaux sont réduits à la clandestinité pour échapper à la vindicte des candidats et de leurs partisans. La corruption a joué à plein régime. Des députés ont été achetés, ce qui est très préjudiciable à la démocratie. Mais très peu de voix se sont levées pour condamner fermement les corrupteurs, présentés à la limite comme des victimes lorsque cette pratique honteuse ne leur ouvrait pas les portes du Palais du Peuple !

Au Nord Kivu, ce qui a marqué les esprits à l'occasion de ce vote, c'est l'élection d'un Tutsi, M. Mwangachuchu, avec plus de voix (13) que chacun des trois autres élus. Alors qu'aucun membre de cette communauté ne siège à l'Assemblée provinciale. Interrogés sur le sens de ce vote surprise, la plupart des députés nous ont dit avoir posé un acte allant dans le sens du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation. C'est un autre pas vers une co-gestion de la province, à condition qu'il ne soit pas réduit au symbole, mais qu'il s'inscrive dans une perspective durable et permanente pour toutes les communautés de composer au lieu de s'opposer.

B. Contexte sécuritaire

Parallèlement à cette mise en place progressive des animateurs du pouvoir politique au Nord Kivu, un processus d'intégration militaire est en cours depuis le mois de novembre 2006.

Se battre ou négocier : vrai dilemme ou faux débat ?

Lors d'une précédente analyse, nous avons évoqué les hésitations des acteurs de la guerre entre les brigades non brassées fidèles au général Laurent Nkunda et le reste des brigades loyalistes des Forces armées congolaises, le camp loyaliste étant divisé entre les partisans de la méthode forte (les faucons) et ceux qui préconisaient la voie négociée pour sortir d'une crise dont personne ne voyait l'issue à court terme. Fait assez surprenant, une forte proportion de la population civile était partisane de la solution militaire, alors que c'est elle qui en faisait les frais. C'est que cette population avait crû en une victoire spectaculaire sur les forces insurgées,

ce qui laverait le pays d'une série de frustrations subies depuis que l'armée nationale a subi des revers.

Cet espoir était d'autant plus pathétique qu'elle succédait à l'angoisse du 26 novembre 2006, lorsque les colonnes des insurgés étaient aux portes de la ville des Goma, avant qu'elles ne soient stoppées par les hélicoptères de la MONUC. L'impressionnant dispositif logistique et l'abondant déploiement humain qui suivirent cette chaude alerte créèrent l'illusion pendant un temps, et la perspective d'une victoire militaire rapide fut envisagée. De négociations, plus personne n'osa plus parler, du moins au grand jour, alors même qu'elles se déroulaient sous coulisses. Au début, il est vrai, une mauvaise appréhension de la situation réelle sur le terrain fit perdre un temps précieux, malgré la présence à Goma des principaux acteurs gouvernementaux de la crise. En effet, les hautes autorités politiques, y compris le Président de la République en personne, ainsi que tout ce que le Haut Commandement militaire compte de généraux ont fait le déplacement de Goma et de Sake, mais aucun d'entre eux ne jugea utile d'aller vers les insurgés. Ils préférèrent l'envoi des émissaires sans véritable marge de manœuvre ni une quelconque influence sur le cours des événements politiques et militaires alors en cours.

Pendant ce temps, sur le plan militaire, l'enlèvement était total sur le front de Sake (Ouest) alors que les insurgés avaient ouvert un autre front dans le groupement de Jomba (Nord-Est) où ils avaient occupé plusieurs localités. Pour les militaires, il n'y avait plus de dilemme entre négocier ou ne pas négocier. Le pouvoir de Kinshasa et les insurgés de Laurent Nkunda entreprirent alors une série de rencontres, dont la plus spectaculaire a été celle de Kigali entre le Général Nkunda lui-même et le Général John Numbi, Commandant des Forces Aériennes au sein des FARDC et réputé très proche du Président Kabila, rencontre à l'issue de laquelle les deux généraux reprirent la route à bord d'un même véhicule jusqu'à la frontière de Gisenyi début janvier.

Depuis lors les rencontres se sont multipliées, et les brigades ex-belligérantes sont en voie de mixage, selon une formule convenue entre les parties en lieu et place de brassage.

Le mixage : vers une sortie de crise durable ?

Deux grandes « innovations » différencient le mixage du brassage. La première concerne le lieu, la seconde le sens du processus. Alors que le brassage se déroulait sur les sites de Rumangabo (Rutshuru) et Nyaleke (Lubero), le mixage se fait dans les espaces sous contrôle des insurgés, à Mweso (Masisi) et Tshengerero (Rutshuru). Quant au sens du processus, ce sont les brigades loyalistes qui se dirigent vers celles des insurgés, du moins pour le moment.

Selon nos sources, ce mixage ne concerne que les officiers supérieurs au niveau de la brigade, les bataillons respectifs gardant leur composition d'origine. Il s'agit donc plus d'une co-gestion des espaces militaires que d'une véritable intégration.

Il est prématuré d'évaluer l'efficacité de ce processus sur la durée, dans un contexte congolais qui a toujours été délétère mais une première leçon peut déjà être dégagée : pour une fois, des Congolais ont tenté de trouver une solution congolaise à un problème congolais, en essayant une négociation entre militaires pour la dimension militaire du conflit. Il reste maintenant à voir quels autres mécanismes se mettront en place pour qu'une solution définitive soit trouvée à ce problème qui a déjà endeuillé beaucoup de familles et provoqué d'importants mouvements des populations congolaises à l'intérieur de la province et vers les pays voisins.

Les populations court-circuitées : défis et déficit de l'information

Parler de solution durable, c'est entre autres trouver une réponse juridique à un certain nombre de questions autour de ce qu'on avait l'habitude d'appeler « le phénomène Laurent Nkunda ». A commencer par son statut actuel. A-t-il été réintégré au sein des FARDC ? Sinon, qu'est-ce qui a été véritablement négocié entre officiers ? Les nouvelles institutions en place à Kinshasa sont-elles prêtes à poser des actes allant dans le sens de l'amnistie de Laurent Nkunda, au risque de remuer tous les autres dossiers analogues pendants, à commencer par celui des présumés assassins de Laurent Kabila ?

Autant de questions qui demeurent sans réponse, parce que tout simplement, dans ce délicat dossier, les populations ont été sciemment infantilisées. Les décideurs les ont tenues à l'écart des négociations pour des raisons qu'on pourrait comprendre ;

mais était-ce nécessaire de les laisser dans l'ignorance de ce qui se passait, comme à des enfants qui ne peuvent pas comprendre ?

Les autorités nouvellement élues devraient faire preuve d'un minimum de confiance envers leurs électeurs, ne serait-ce qu'en leur disant la vérité sur ce qui se passe en plein air, comme le mixage des armées. Nous savons pourtant tout le mal qui peut découler d'une situation de non-information, de la pire des désintoxications aux rumeurs les plus folles.

En guise de conclusion

La province du Nord Kivu, à l'instar d'autres parties de la RDC, est à sa phase post-électorale. Pour la plupart des acteurs impliqués dans le long processus électoral, le souhait est que cette période soit aussi post-conflit, afin que les Congolais se consacrent enfin au développement de leur grand pays. Sur le plan politique, les Nord-kivutiens sont en train de trouver des mécanismes de conciliation entre les principes démocratiques et les vertus du partage, en tenant compte de la représentation des communautés ethniques, ces petites micro-nations à l'intérieur d'un Etat à la recherche de lui-même.

Sur le plan sécuritaire, une des facettes de la guerre qui se jouait au Nord Kivu est en train de trouver un début de solution. Il s'agit de l'intégration des brigades du Général Laurent Nkunda au sein des FARDC, à travers le mixage. Malgré les inconnues qui entourent cet exercice, les retombées sont déjà perceptibles localement ; les mouvements des personnes et des biens sont de nouveau possibles. Mais cela n'est qu'une des facettes, et les habitants de cette province ne sont pas au bout de leurs peines. Les bandes armées étrangères continuent à sévir impunément et des territoires entiers sont sous leur contrôle administratif et militaire. A Walikale, dans le Masisi et à Rutshuru, les Interahamwe et FDLR rwandais règnent en maîtres. Plus au Nord, dans le Lubero, ce sont les NALU ougandais qui font face aux forces régulières. Sans compter toutes les composantes maï- maï encore actives dans certains coins de la province. Les nouvelles autorités politiques affirment toutes placer la sécurité au centre de leurs préoccupations ; la tâche s'annonce plus que hardie, surtout que le facteur « temps » devient d'une importance capitale.

En Ituri, Peter Karim qui venait pourtant de signer un accord avec les FARDC en vue du brassage de ses troupes, vient de se rétracter et exige que ses éléments

soient « mixés », à l'instar de ceux de Nkunda. Avec cette formule qui leur permet de garder la chaîne de commandement au sein des bataillons, les officiers conservent une carte joker qu'ils pourraient sortir au plus fort des négociations militaires.

Mais toutes ces négociations n'auraient de sens, en définitive, que si elles s'inscrivaient dans la perspective de la construction d'un Etat congolais qui prenne enfin compte des préoccupations de tous les Congolais autour ou en dehors de la table.

Aloys Tegera
Onesphore Sematumba

Goma, février 2007

3. Election des députés provinciaux au Nord -Kivu : encore une occasion ratée ?

Le 29 octobre 2006, les Congolais ont été conviés, une fois de plus, aux urnes pour désigner leur futur Président de la République et les membres des futures Assemblées provinciales.

Des enjeux méconnus ?

La nouvelle Constitution de la RDC, votée par Référendum en novembre 2005, et promulguée en février 2006, accorde de larges pouvoirs à la province, dont le gouverneur, ainsi que son adjoint, seront désormais élus par les membres de l'Assemblée provinciale, eux-mêmes élus au suffrage direct et à la proportionnelle par les citoyens. L'Assemblée provinciale approuve le programme du gouvernement provincial, dont les membres peuvent être relevés de leurs fonctions " collectivement ou individuellement par le vote d'une motion de censure ou de défiance " de cette même Assemblée (article 198).

Le pouvoir provincial est désormais investi d'importantes responsabilités : les travaux publics d'intérêt provincial et local, les communications intérieures des provinces, la voirie et les équipements provinciaux et locaux, l'habitat rural et urbain, l'exploitation des sources d'énergie non nucléaire et la production de l'eau pour les besoins de la province, etc. sont de la compétence exclusive du pouvoir provincial. Pour cela, le pouvoir provincial prélèvera à la source 40% de recettes réalisées dans son entité, ce qui peut représenter des sommes importantes, pour autant que la transparence soit de rigueur et que les Assemblées provinciales soient à la hauteur des tâches qui leur sont dévolues.

Candidats députés ou demandeurs d'emploi ?

Les hommes et les quelques femmes qui vont siéger dans ces Assemblées sont-elles à la hauteur des attentes que nous plaçons en eux ? Par expérience, nous savons que lorsque nos concitoyens se battent pour des strapontins politiques, leur vision ne va pas au-delà de leurs appétits économiques. En analysant les listes des candidats à tous les niveaux, l'on se rend compte qu'il y a plus de demandeurs d'emploi que de citoyens réellement mobilisés pour défendre une cause altruiste. La facilité avec laquelle les députés de la transition se sont enrichis, notamment avec l'acquisition des désormais célèbres Jeeps Nissan X-Trail, a donné des idées à bien des Congolais. Certains se sont endettés, d'autres ont vendu biens meubles et

immeubles, avec l'espoir de faire fortune au lendemain de l'élection. L'esprit " Pentagone " demeure tenace dans ce pays !

A Goma, cent trente-sept candidats se sont alignés pour les trois sièges de députés provinciaux. Echaudés par les déboires des candidats à la députation nationale, ils se sont gardés de se jeter trop tôt dans la mêlée, au point que l'on se demandait pourquoi la Commission électorale indépendante avait accordé un long mois de campagne à des candidats qui ne sont sortis de chez eux que l'avant-dernier jour, c'est-à-dire le vendredi 26 octobre 2006.

Des tendances qui ne rassurent pas

Qu'importe ! Le vote a bien eu lieu, la même discipline, la même conviction, l'engouement en moins. En effet, à Goma, le taux de participation nettement inférieur à celui du 30 juillet 2006 (vote des députés nationaux et premier tour des présidentielles), sans raison apparente.

Et comme c'est désormais la coutume, le lendemain de l'élection, les Gomatraciens se sont levés tôt, pour aller lécher les vitrines des bureaux de vote. Question de se rendre compte des scores réalisés par les uns et les autres, dans une atmosphère bon enfant, où l'on est unanime pour se moquer des " zéros " obtenus par certains candidats qui sont, du reste, pour la plupart parfaitement inconnus du grand public.

Les premières tendances se dégagent, et surprennent. A l'Ouest de la ville, notamment les quartiers populeux de Ndosho, Mugunga et Katindo, le bourgmestre de la commune de Karisimbi, François Gachaba du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) a fait le plein des voix. Les quartiers Nord (Mabanga, Majengo) et Est (Birere), ont plébiscité un " activiste " bien connu pour ses prises de position radicales anti- Banyarwanda, Valérien Kenda Kenda. Il se présentait en Indépendant, la photo de Joseph Kabila (un autre Indépendant !) en médaillon. Enfin, Michel Bwinika, du PPRD, commerçant de son état, complète le tableau de lauréats provisoires à Goma. En attendant que la CEI donne les résultats officiels. Parmi les principales victimes de cet exercice figurent le maire de la ville de Goma, le PPRD Polydore Wundi, et l'ancien bourgmestre de la commune de Goma, le RCD Fiston Kiroko Gakuba.

Une première lecture des tendances au niveau de Goma serait que ce vote a été pensé en termes de représentation des grandes communautés, une sorte de rectification du scrutin du 30 juillet qui avait mis en évidence des individualités.

En effet, deux des probables futurs députés provinciaux se sont illustrés dans un passé récent comme de grands ténors des regroupements ethniques dans la ville, qu'on a caricaturés en G2 et G7. Monsieur François Gachaba est parmi les leaders des Banyarwanda et Kenda Kenda a bénéficié de l'appui des Nande et leurs alliés. Quant à Monsieur Bwinika, il a capitalisé les voix de la nombreuse communauté de ressortissants du Sud Kivu et son statut incontesté de notable dans une ville où il a investi depuis son jeune âge comme commerçant. Au-delà des compétences, il apparaît clairement que ce sont des " symboles " qui ont été élus à Goma.

L'enjeu ultime : le gouvernorat de province

En réalité, l'ultime but de cette compétition pour les provinciales, individuellement comme communautairement, est le fauteuil de gouverneur de province. En effet, ce poste est devenu l'objet de toutes les convoitises depuis que le Zaïre de Mobutu a mis en place la politique de la " territoriale des originaires ", ce qui signifie que chaque province ne peut être dirigée que par un ressortissant du terroir. Depuis l'érection de la province du Nord-Kivu en 1988, quatre ressortissants de cette province ont " bénéficié " de cette mesure : Jean-Pierre Kalumbu Mbogho (1991-1993), Christophe Moto Mupenda (intérimaire, 1993-1996), Léonard Kanyamuhanga Gafundi (1996-2000) et Eugène Serufuli Ngayabaseka (2000-à nos jours). Les quatre messieurs ont en commun qu'ils étaient là sur nomination, alors que le prochain devra être élu par l'Assemblée provinciale.

Le gouverneur sortant, Eugène Serufuli, disposerait d'une avance confortable par rapport à ses concurrents à la députation provinciale, selon les premières tendances de la circonscription de Rutshuru. Mais il sait qu'il est désormais assis sur un siège éjectable au bureau du " Musée ", comme l'on appelle le siège de l'exécutif principal, l'ancienne résidence du Président Mobutu. En effet, d'autres personnalités lorgnent vers ce poste, que les derniers locataires ont contribué à mystifier, par la mise en place d'un cordon protocolaire et sécuritaire qui ferait pâlir d'envie certains Chefs d'Etat. L'on cite notamment le nom d'un homme d'affaires de la place, qui disposerait de réseaux d'influence sur toute l'étendue de la province, et qui poserait sa candidature en étant en dehors de l'Assemblée provinciale. Plus que ces appétits individuels, il y a la compétition intercommunautaire, qui risque d'opposer les Nande et les Hutu, les deux grandes communautés qui seront représentées dans cette instance électorale. Du point de vue arithmétique, et en cas de " vote tribal ", un Nande serait le prochain Gouverneur de Province. Cette communauté mobiliserait facilement la majorité absolue des 42 députés provinciaux, du simple fait du découpage électoral. A moins que d'autres

paramètres interviennent et que les alliances politiques priment sur les accointances ethniques, au grand bonheur de la démocratie.

En réalité, peu importe la couleur politique ou ethnique du prochain locataire du " Musée ", l'essentiel est qu'il mette à profit ses pouvoirs pour servir les populations. Et que l'Assemblée provinciale joue pleinement son rôle, sans essayer de servir d'écran protecteur au Gouvernement provincial, au grand dam des populations.

Vous avez dit " 40% " ?

" La part des recettes à caractère national allouées aux provinces est établie à 40%. Elle est retenue à la source. " Cette disposition constitutionnelle (article 175) mérite qu'on s'y arrête. Depuis toujours, les provinces perçoivent des recettes. Et des pourcentages sont soit prélevés, soit rétrocédés, le tout dans une opacité absolue. Maintenant que les dispositions légales et la nouvelle politique du pays permettent que le gouvernement local soit littéralement comptable de ses agissements et de son argent devant les élus de la population, des mécanismes doivent être mis en place en vue d'assurer la transparence dans la gestion des fonds publics. Or le premier pas vers la transparence, c'est l'information. Les futurs députés provinciaux devraient être suffisamment informés pour assurer le suivi et le contrôle du budget de la province. Cela sera particulièrement important au Nord Kivu, où les taxes à l'importation comme à l'exportation tombent plus facilement dans le ventre des particuliers que dans les comtes du trésor. Au point que le trésor public a fini par signifier les grosses bedaines de ceux qui sont au pouvoir.

En définitive, en province, la qualité de la vie politique et de la vie tout court repose sur les épaules des députés provinciaux. A condition qu'ils soient conscients de leurs responsabilités et à la hauteur de celles-ci. Ce qui constitue une véritable gageure, dans un pays et particulièrement dans une province où les citoyens capables de s'engager pour les populations ne courent pas les rues. Et dans un contexte électoral où les électeurs semblaient ignorer la portée exacte de leur geste, dont les conséquences s'étendront sur cinq bonnes années. Si rien ne change entre-temps, en RDC, cinq ans c'est trop : on a l'occasion d'être mort plusieurs fois !

Onesphore Sematumba
Goma, janvier 2007

4. Rétrospective :

"Il faut un paysan comme Président de cette République pour qu'il s'occupe des problèmes réels du pays ..."

Le 25 août 2001, une délégation mixte Pole Institute, CREDAP et UWAKI a séjourné à Nyamilima, une bourgade située à 115 km de Goma, à une vingtaine de kilomètres de la frontière ougandaise d'Ishasha. Nyamilima comptait à l'époque 29.600 habitants, logés dans des cases salubres disposées de part et d'autre de la route principale Kiwanja-Ishasha. Avec la dégradation de l'état sécuritaire ces derniers mois, la population a considérablement augmenté, ce village étant l'un des rares qui jouit d'une sécurité toute relative dans le groupement de Binza.

*Lors de notre séjour, nous avons rendu visite à Monsieur Simisi Nzala, paysan et syndicaliste. Avec lui, nous avons fait un tour d'horizon des problèmes locaux et nationaux. L'interview, publiée dans **Regards Croisés n° 5**, a fait le tour du monde. Selon ce fringant sexagénaire, il faut un paysan comme Président de la RDC pour instaurer une bonne gouvernance en RDC. Ce rêve, Papa Simisi Nzala Zabulon, a failli le réaliser à l'occasion des élections provinciales au Nord Kivu. En effet, il a été élu député provincial dans la circonscription de Rutshuru et, à la faveur de son âge, il a exercé les fonctions de Président provisoire de l'Assemblée Provinciale. Avec brio et sans se départir de son sens de la formule et de l'humour, il a ainsi conduit les travaux de cette institution, notamment dans l'organisation des élections des membres du bureau définitif, avant de passer le flambeau aux « intellectuels ».*

L'entretien d'Aloys Tegera avec le désormais Honorable Zabulon Simisi s'est déroulé à son domicile, à l'ombre d'un manguier, et a eu lieu en swahili. La traduction qui vous est ici proposée est de Onesphore Sematumba.

Extraits :

"Le pays est mort le jour où il s'est appelé Zaïre."

Simisi: Ma vie...Je suis né en 1939. J'ai connu la colonisation belge. J'ai vu la façon de travailler des Belges. A l'indépendance, j'avais l'âge de raison. J'ai versé la dot pour ma femme en 1961 et je me suis marié en 1962. J'ai 9 enfants, le dixième est mort.

A l'indépendance, j'ai vu des députés qui travaillaient vraiment. Mais en 1972, le Zaïre est mort. Le pays est mort le jour où il s'est appelé Zaïre. A cette époque, les députés sont devenus des "commissaires du peuple", la Constitution a été modifiée et le pays est devenu "foutu". On a transformé les parlementaires du peuple en "commissionnaires".

Commissionnaires d'un individu, Mobutu. Ils étaient tous ses commissionnaires: "commissaire de zone", "co-verneurs"(au lieu de gouverneurs), etc. C'est ce qui a tué le Zaïre en 1972, et c'est de là que date la crise actuelle. Nous avons évolué dans ce contexte, dépourvus des moindres moyens de communication! Mitterrand a commis des gaffes impossibles; c'est lui qui a formé des dictateurs.

Nous avons vécu dans un pays sans loi. Même pour les intellectuels de cette époque, heureux ceux qui ont eu la chance d'étudier à l'époque coloniale belge ou de 1960 à 1972. A cette date, tout est devenu "foutu".

« Et si le pays est mort, c'est parce qu'il n'y a plus de solidarité nationale. »

Certains ont prétendu que comme le Président national du SAP est Munande, c'est une affaire des Banande. Ils mentent. Le SAP ne défend pas un individu, une ethnie. C'est un problème national. Et si le pays est mort, c'est parce qu'il n'y a plus de solidarité nationale. Voilà! Nous ne sommes donc pas des ennemis du parc. Si on le délimite, nous sommes prêts à le protéger.

Aloys: Hier, lors de notre entretien avec les représentants d'ici, le docteur a dû donner une clarification, parce que quelqu'un avait dit qu'il fallait des autochtones dans le noyau de légitimité. Qui est autochtone ici? Et les autres, n'auraient-ils pas de droits ?

Simisi: Ce genre de pensée peut exister chez des individus, comme par exemple celui qui l'a dit hier. Mais il n'y a vraiment pas ici d'ethnie qui se proclame ceci ou cela. Quant à moi, personnellement, je ne vois pas cette histoire d'autochtone ici. A moins que cela se passe à l'intérieur, dans les zones rurales plus éloignées.

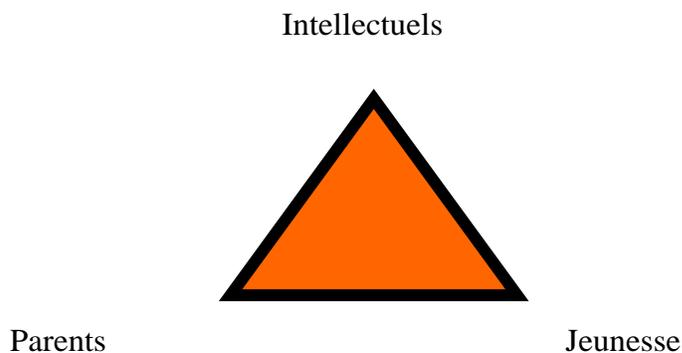
“Ce sont les intellectuels qui sont venus apporter la guerre et le tribalisme.”

Aloys: Hier, vous avez parlé d'intellectuels qui sont à la base de vos problèmes. Pouvez-vous nous dire quels problèmes les intellectuels ont emmenés ici chez vous?

Simisi: Moi, en tant que paysan, j'ai réellement sorti ce mot. Voyez-vous, je suis parti de Lubero pour venir ici en 1953. Nous avons toujours vécu ici en parfaite harmonie. Nos enfants ont vécu ici sans problème. Les paysans d'ici ont toujours été solidaires. C'est pourquoi je dis que ce sont les intellectuels qui sont venus apporter la guerre et le tribalisme. La crise n'est pas partie de la base, mais des intellectuels. Je ne pourrais pas citer des noms, mais ce sont sûrement des intellectuels...Mes enfants sont tous nés ici. Ils ne savent même pas où je suis né. Pour eux, chez eux, c'est ici. Ce sont donc les intellectuels qui sont à la base des problèmes.

Aloys: Vous avez évoqué deux volets de ce problème. Vous avez parlé de ces intellectuels qui sèment la zizanie parmi vous, mais aussi de ces députés qui sont devenus des "commissionnaires". Ceux-ci ont aussi créé des problèmes chez vous. Maintenant, quelles sont vos aspirations? Si nous devons reconstruire ce pays, qui souhaitez-vous voir disposer du pouvoir?

Simisi: Merci pour la question! Je suis prêt à vous répondre. Moi, je n'ai pas été en classe, mais j'ai ma propre instruction. Je suis Docteur en Affaires Paysannes! Moi, je sais que la politique se résume en deux mots: le pays et le propriétaire du pays, "**pays**" et "**paysan**". C'est cela seulement la politique d'un pays. Le paysan, c'est lui qui engendre l'intellectuel; le paysan, c'est lui qui gère la terre! Mais aujourd'hui, la vie est un triangle (*il dessine sur le sol*).

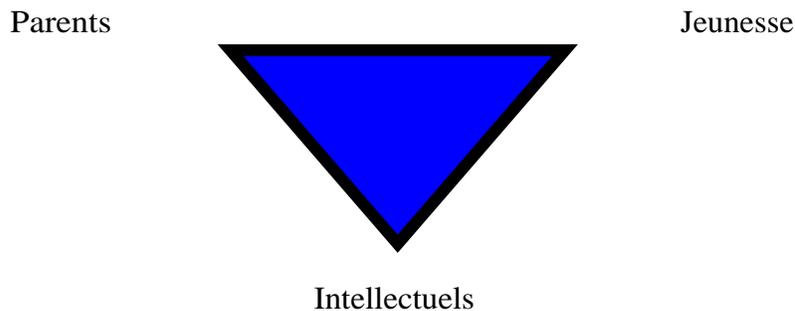


Les trois angles sont respectivement occupés par les parents, la jeunesse et les intellectuels. Ceux-ci sont au sommet et écrasent les deux premiers. Une fois au plafond, après les études, l'intellectuel oublie les parents et néglige la jeunesse. Si l'on se souciait vraiment de ce pays, comme vous, les intellectuels, vous avez déjà échoué et que vous ne savez que faire la guerre, on irait chercher un paysan pour le nommer Président de la République. Les intellectuels seraient ses portefaix, ses domestiques!

Pourquoi cela? Parce qu'aujourd'hui, si j'étais à la tête de ce pays, je n'ambitionnerais pas de posséder un avion, d'avoir un building. Je commencerais par bâtir des écoles, des routes, des hôpitaux. Renforcer l'économie, la monnaie...Mais ce pays est vraiment en l'air! Il faut un paysan comme Président de cette République pour qu'il s'occupe des problèmes réels de ce pays...Et si ce paysan de Walikale quittait le pouvoir, croyez-vous qu'il penserait à aller aux Etats-Unis s'acheter une résidence? Non, il reviendrait chez lui, s'occuper de ses chèvres, comme j'en ai deux ici chez moi.

Aloys: Examinons ce triangle. Si cet intellectuel que vous avez placé au sommet devient inefficace, comment les deux autres éléments qui constituent la base peuvent-ils s'organiser? Parce que celui qui trône au sommet a d'autres préoccupations. Et il va développer des stratégies pour demeurer au sommet. Que peut faire la base pour le ramener vers elle ou pour dégager d'autres voies pour survivre?

Simisi: C'est pour cela que nous avons initié le syndicat de paysans. Nous sommes nombreux ici, mais tout le monde chez les paysans n'a pas ma capacité d'analyse, c'est là le problème. Car le triangle devrait se renverser (*il dessine*).



Il faut que l'intellectuel supporte le poids de ceux qui ont payé sa scolarité, qu'il les défende. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Aloys: D'accord, mais pour renverser ce triangle, ce n'est pas celui qui trône au sommet qui va vous aider! Il faut que vous, ensemble avec cette jeunesse, puissiez modifier la configuration de ce triangle. Parce que celui qui se trouve au sommet est conscient qu'en se retrouvant en bas, il serait obligé d'écouter Papa Simisi, et de travailler...

Simisi: J'avais envisagé une formation de paysans, mais je suis bloqué par la guerre! Par où passer? Comment faire ?

“Pour qu'il y ait sécurité, il faut éviter les divisions.”

Aloys: La guerre vous a bloqué. Et hier, nous avons longuement parlé de la sécurité. Avez-vous une idée, brièvement, de ce qu'il faut pour ramener la sécurité ici chez vous, à Nyamilima?

Simisi: C'est vrai qu'on vous a parlé de l'insécurité, mais je vous affirme que moi, personnellement, je n'ai jamais quitté ma maison que voici. On nous a aussi parlé de taxes...

Pour qu'il y ait sécurité, il faut éviter les divisions. Il y a aussi des gens qui n'ont pas de travail. On parle par exemple de ces Interahamwe venus du Rwanda. Mais il y a certains de nos propres enfants qui, au lieu de s'adonner à l'agriculture, notre unique source de revenus, constituent des "groupes" et se font passer pour des Interahamwe...Nos propres enfants!

Mais, en vérité, ici à Nyamilima, nous n'avons jamais fui le village. Ce sont les habitants des villages environnants qui se sont déplacés vers ici, en masse. Cela aussi crée l'insécurité, il y a des vols...

Six ans sont passés, et les propos du vieux sage résonnent encore avec une étonnante actualité. Vous pouvez retrouver l'intégralité de cette interview sur notre site web :

www.pole-institute.org

V. FEMMES ET ELECTIONS :

1. Le cri des femmes du Nord Kivu

« *Le rôle de la femme dans la société : leçons tirées du premier tour du scrutin des élections organisées en République Démocratique du Congo* ». Tel était le thème de l'atelier des femmes organisé par Pole Institute à Goma. Pendant ces journées, les femmes ont planché sur les raisons de leur implication dans le processus électoral, la lecture qu'il faut faire des résultats ainsi que les raisons de l'échec de leurs candidates aux législatives nationales.

Les motivations de l'implication des femmes dans le processus électoral

Plusieurs raisons ont poussé les femmes du Nord Kivu à s'impliquer dans le processus électoral. Tout d'abord, elles ont été nombreuses à s'impliquer comme actrices dans les institutions de l'administration publique et de la société civile en soutien aux populations pendant la période de vide d'Etat connu en R D Congo. Les élections étaient donc perçues comme une opportunité pour solliciter une légitimation populaire à ces engagements. L'accès à des postes de responsabilité, notamment à la députation nationale était également disposer d'une tribune pour plaider et légiférer en faveur des femmes et les mettre à l'abri des violences dont elles sont les victimes au sein de la société. Enfin, elles ont voulu saisir cette occasion historique pour se ranger en ordre utile sur la liste des premières femmes à aspirer au suffrage populaire depuis l'accession du pays à la souveraineté nationale.

La perception des résultats et leur interprétation.

Globalement, les femmes de Goma ont décidé de positiver leur échec, en posant l'équation « **échec = réussite** ». Cet échec leur a servi de miroir car il leur a permis d'évaluer le processus de démocratie dans le pays ainsi que la considération et la place que la société congolaise accorde à la femme.

La pléthore des candidatures a également joué en défaveur de tous les prétendants ; l'échec n'est donc pas à interpréter a priori comme celui de la femme en tant que tel même s'il est évident que ce n'est pas à elle qu'on penserait lorsque le gâteau à partager est minime. Par exemple, à Goma, pour 4 sièges de députés, il y avait 129 candidats en compétition, soit 3% de chances de réussite au départ pour chaque candidat. Autant dire que les chances des femmes étaient plus ténues.

Au total, 42 sièges sur 500 sont allés aux femmes, soit 8,40%, ce qui est insuffisant au regard de la loi fondamentale qui consacre la parité comme un principe de droit.

Les causes de l'échec.

Divers facteurs ont joué en défaveur des candidatures féminines. Parmi ces facteurs, ceux liés à la culture ont pesé de tout leur poids, mais dans une campagne qui faisait la part belle aux « cadeaux » offerts aux électeurs potentiels, les revenus économiques ont également joué un rôle essentiel dans la moisson des voix. A tout cela s'ajoute un contexte politique où aucune règle n'est de mise, si bien que tous les coups étaient permis.

Causes culturelles

- Les mœurs rétrogrades africaines qui font que la femme n'occupe pas la place qui lui revient de droit dans la société. Ainsi il s'est développé d'une campagne de dénigrement de la femme, censée être faite pour les seconds rôles et qui ne peut prétendre à une quelconque égalité en droits avec l'homme.

- L'identité, l'appartenance religieuse et le statut matrimonial ont été instrumentalisés dans le choix : les considérations telles que femmes catholiques, femmes protestantes, femmes musulmanes, femmes mariées, femmes vivant seules, femmes divorcées, femmes veuves, femmes célibataires etc.... surgissent et perturbent la lucidité des électeurs et désorientent l'objectivité du choix.

- Niveau d'instruction des femmes lacunaire et insuffisant ainsi que l'analphabétisme ont favorisé la ruse et le détournement des voix par certains agents de la CEI préposés à quelques bureaux de vote.

Causes politiques

- L'usage des discours de campagne teintés de tribalisme en référence aux appartenances ethniques.

- Les partis politiques ont utilisé les femmes plus qu'ils n'ont travaillé avec elles, pour parler d'un semblant de parité.

Causes économiques

- Pauvreté des femmes et achat de leur conscience par certains politiques contre quelques biens matériels tirés des ressources officielles sur fond de facilité de manipulations.
- Absence de soutien et d'accompagnement des actions de femmes de la part des politiciens.

En général les femmes ont été plus victimes de la conjugaison de tous ces facteurs plutôt que de chacun d'eux pris isolément.

Les nouveaux leviers de positionnement stratégique.

Pour l'avenir, les femmes se proposent des pratiques et des attitudes à adopter ou à susciter pour une meilleure visibilité du rôle de la femme dans la société congolaise, afin de lui accorder la place qui doit être la sienne dans les institutions. Ces leviers de positionnement stratégique sont, entre autres :

- Anticiper des actions de campagne conscientisante longtemps avant en parlant des capacités de la femme et de ses aptitudes à faire le plaidoyer.
- Avoir un programme commun de travail et un projet de société commun aux femmes.
- Se mobiliser autour de candidatures des femmes à forte personnalité et en choisir quelques-unes pour commencer.
- Utiliser toutes les voies à leur portée : média, Eglises ... pour faire la campagne et suivre le cours des événements en se ressourçant régulièrement par les informations (Radio, T.V....)
- Valoriser le travail de la femme dans le secteur formel et informel.
- Inciter les jeunes filles à se faire scolariser y compris dans la section des sciences politiques.
- Introduire la notion de « genre » dans l'éducation fondamentale.
- Encourager les nouvelles candidates à aller de l'avant pour faire valoir la parité : 26 femmes / 137 candidats = 19% : c'est positif pour une ville comme Goma.
- Insister auprès de la population afin qu'elle se choisisse des femmes comme dirigeants.

2. Mémoire à l'attention du gouvernement de la République Démocratique du Congo.

A l'issue des travaux, les femmes de Goma ont alerté l'autorité politique quant à leur mise à l'écart dans la gestion du pouvoir du fait d'une législature défavorable et des pratiques perverses dans le déroulement des élections. C'est à la fois un cri d'alarme et une demande de « réhabilitation ».

Nous, femmes congolaises de la Province du Nord Kivu, réunies dans la grande salle du lycée Chem Chem de Goma, en dates du 13 au 14 octobre 2006, dans un atelier de réflexion autour du thème : « Rôle et place de la femme dans la société congolaise : regards rétrospectifs sur les résultats du premier tour des élections en République Démocratique du Congo ».

Ayant constaté avec amertume que l'échec connu par la femme congolaise lors des élections présidentielles et législatives est dû en partie à l'inexistence d'une **composante femmes** lors des différentes négociations inter congolaises, fait qui a entraîné aussi l'absence d'un quota qui aurait servi de base à la femme congolaise pour se positionner et se confirmer sur le plan politique,

Nous référant même à l'article 14 de la Constitution de la troisième République qui stipule que :

« Les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et d'assurer la protection et la promotion de ses droits.

Ils prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la nation.

Ils prennent des mesures pour lutter contre toutes formes de violences faites à la femme dans la vie publique et dans la vie privée.

La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales.

L'Etat garantit la mise en œuvre de la parité homme femme dans les dites institutions.

La loi fixe les modalités d'application de ces droits »

Considérant que les élections en cours dans notre pays sont en train de mener vers des résultats déséquilibrés en parité, en violation de la loi fondamentale si on revisite la « **représentativité de la femme** !».

Au regard des facteurs négatifs qui ont été étalés lors de la campagne électorale tels que :

- La campagne de dénigrement de la femme
- La manipulation et l'instrumentalisation de celle-ci par certains partis politique
- Le détournement des voix de vote par certains agents de laCEI à certains coins

Considérant les capacités, les compétences, la détermination, le courage, la personnalité et la dignité de la femme ;

Exigeons que les décideurs et autres gestionnaires des institutions de la 3^e République respectent et/ ou fassent respecter les prescrits de l'article 14 de la Constitution cité ci-haut et prennent en compte ce rappel dans les nominations et mise en place des animateurs desdites institutions.

Fait à Goma, le 14 octobre 06

-
- ⁱ Discours de Patrice Emery Lumumba, Premier ministre, à la cérémonie de l'indépendance le 30 /6/1960
- ⁱⁱ KA MANA, G. « La désertion de nos localités et le messianisme politique : un frein pour le développement », publié par Congolite dans Africatime, le 30/ mai/2005
- ⁱⁱⁱ Ibidem
- ^{iv} KINGSOLVER, B, «Les yeux dans l'arbre », Paris, Ed. Payot et Rivages, 2002 (Titre original en anglais : « The Poisonwood Bible. »)
- ^v Interview du Président Kabila dans le journal Jeune Afrique du 12 juin 2007
- ^{vi} Radio Okapi captée à Goma ce 28 juin 2007.
- ^{vii} Entretien d'Aldo Ajello avec le journal belge La Libre Belgique du 7 février 2007
- ^{viii} KA MANA, G. « En finir avec les démocraties de façade » publié dans 'Foi et Développement' du Centre Lebrecht-Irfed, Paris, janvier 2006.
- ^{ix} LIJPHART, A. "Democracy and plural societies. A comparative Exploration", New haven, London, Yale University press, 1977, paru dans cahier/2006.04 de l'Institut de politique et de gestion du développement, Université d'Anvers.
- ^x ROJZMAN, C. « La peur, la haine et la démocratie », Paris, Ed. Desclée de Brouwer, 1999.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.